



*GROUPE LA POSTE*

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2010**  
**DU**  
**GROUPE LA POSTE**

### Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 26 août 2010.

Bernard Delpit  
Directeur Financier  
Directeur Général Adjoint de La Poste

## SOMMAIRE

Rapport de Gestion semestriel 2010	page4
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010	page 33
Etats financiers consolidés semestriels	page 45



GRUPE LA POSTE

# GRUPE LA POSTE

---

## ***RAPPORT DE GESTION***

***Arrêté semestriel 2010***

# SOMMAIRE

---

<b>1</b>	<b>FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2010</b>	<b>6</b>
1.1	Aperçu de l'environnement économique et financier	6
1.2	Environnement réglementaire	7
1.3	Adoption du plan stratégique « Ambition 2015 »	7
1.4	Faits marquants du Groupe	8
<b>2</b>	<b>RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE</b>	<b>10</b>
2.1	Les produits opérationnels ont repris leur progression	11
2.2	Les charges opérationnelles progressent moins vite que l'activité	12
2.3	Un résultat d'exploitation en forte hausse	13
2.4	Le résultat financier n'intègre plus d'effet comptable positif au titre des règles IAS	13
2.5	Les autres éléments du compte de résultat	14
2.6	Le résultat net (part du groupe) s'établit à 478 millions d'euros	14
<b>3</b>	<b>RESULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITE</b>	<b>15</b>
3.1	Le Courrier	15
3.2	Le Colis et l'Express	19
3.3	Les Activités bancaires	22
3.4	L'Enseigne	25
<b>4</b>	<b>BILAN DU GROUPE LA POSTE</b>	<b>28</b>
4.1	Des capitaux propres part du groupe en hausse de 313 millions d'euros	28
4.2	Une dette financière nette en baisse de 340 millions d'euros	28
4.3	Une amélioration de la structure financière	28
<b>5</b>	<b>DONNEES SUR LA POSTE MAISON-MERE</b>	<b>31</b>
<b>6</b>	<b>PERSPECTIVES &amp; EVENEMENTS POST-CLOTURE</b>	<b>32</b>

## FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2010

---

### Aperçu de l'environnement économique et financier

La croissance mondiale est restée soutenue au 1<sup>er</sup> trimestre, grâce au dynamisme des économies émergentes (en glissement annuel, le PIB de la Chine augmente de +11,9%, celui de la Corée du Sud de +8,1%, de l'Inde de +8,6%, du Brésil de +9,0%), à la poursuite du rebond du commerce mondial (prévision de l'OMC pour 2010 : +10%), à la reconstitution des stocks dans l'industrie et aux effets encore présents des mesures de relance adoptées au pire de la crise en 2008-2009.

Dans les pays développés, la reprise a été inégale : assez vive aux États-Unis et au Japon, plus lente en Europe où la demande interne peine à repartir. En France, après un 1<sup>er</sup> trimestre à +0,2%, le PIB du second trimestre s'établit à +0,6%. L'investissement des entreprises a amorcé un redémarrage avec, selon les pays, une reprise des embauches (États-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni) ou un arrêt des pertes d'emplois (zone euro). La rentabilité des grandes entreprises s'est redressée et la plupart des banques ont consolidé leur bilan.

Des doutes sur la conjoncture ont surgi au printemps, alimentés par les positions des agences de notation sur les risques souverains et les débats sur l'impact économique des mesures d'assainissement des finances publiques. La volatilité des marchés de capitaux et la courbe des taux ont traduit ces inquiétudes sur le climat économique.

Les investisseurs se sont alarmés de l'ampleur des déficits budgétaires de plusieurs pays européens (Grèce, Portugal, Espagne...), doutant de la capacité de ces États à assainir leurs finances publiques en raison d'une croissance économique trop faible. Les coûts de financement pour ces pays se sont tendus sur les marchés. Face au risque d'une contagion, les États membres de la zone euro ont adopté début mai un plan de stabilisation financière de 750 milliards d'euros, avec le concours du FMI. En parallèle, la BCE a décidé d'acheter sur le marché secondaire des titres publics des pays les plus exposés. Les écarts de rendements entre les titres des États européens dits périphériques et le *Bund* allemand se sont stabilisés et l'euro a baissé, ressortant en moyenne mensuelle à 1,22 dollar en juin contre 1,43 en janvier.

Les craintes des marchés et des analystes ont également été alimentées par des indicateurs conjoncturels décevants aux États-Unis. Notamment, les créations d'emplois ont été inférieures aux attentes en mai-juin, ce qui a fait craindre une incapacité de la demande privée à prendre le relais des dépenses publiques pour soutenir l'activité. En outre, le marché de l'immobilier résidentiel a rechuté.

Le taux d'inflation en Europe est remonté en début d'année suite au rebond du cours des matières premières, notamment du pétrole, qui a accompagné la reprise mondiale de début 2009 à début 2010. Il s'est stabilisé depuis mars au voisinage de 1,5% sur un an. Le cours du pétrole a cessé de se tendre, ressortant à 75 dollars le baril en moyenne en juin comme en décembre dernier. Par ailleurs, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) est restée faible (proche de 1%), tant en France que dans la zone euro du fait de la sous-utilisation des capacités de production (capital et travail). Dans ce contexte d'inflation basse et de reprise fragile, la plupart des banques centrales des pays développés ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux historiquement bas.

Les marchés d'actions ont renoué avec une forte volatilité : le CAC 40 a varié entre 4.065, son point haut de mi-avril, et 3.331, son point bas du 25 mai, avant de rebondir au-dessus de 3.700 à l'été. L'indice français a perdu 12,5% entre fin décembre et fin juin. Cette chute des marchés d'actions à partir de mi-avril s'est accompagnée d'une forte baisse des taux sur les emprunts d'État les mieux notés (États-Unis, Allemagne et, dans une moindre mesure, France). Le taux de l'OAT à 10 ans est tombé à 3,1% fin juin contre 3,6% fin décembre. La baisse a été encore plus marquée pour le taux des *Bunds* allemands à 10 ans (2,6% fin juin

contre 3,4% fin décembre) qui se traite désormais sous les anticipations des marchés (midswaps). Les taux à court terme ont aussi baissé en Europe, notamment parce que la perspective d'une remontée du taux de la BCE s'est éloignée, suite à la crise des dettes publiques européennes et aux annonces de plans de rigueur budgétaire qui ont suivi. Aussi, malgré la baisse des taux longs, la courbe des taux des valeurs du Trésor est restée très pentue en France : l'écart entre les taux à deux et dix ans avoisinait 240 points de base en juin contre moins de 120 points en décembre 2008.

## **Environnement réglementaire**

### **Changement de statut**

La loi du 9 février 2010 a transformé La Poste en société anonyme le 1<sup>er</sup> mars, ouvrant la voie à l'augmentation de 2,7 milliards de son capital. Le premier conseil d'administration de La Poste SA s'est réuni le 11 mars 2010. Jean-Paul Bailly a été nommé président directeur général par décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> avril 2010.

### **Modification de la loi postale**

La loi postale votée par le Parlement réaffirme les missions d'intérêt général confiées à La Poste, inscrites dans la loi de régulation des activités postales de 2005. Elle améliore notamment le financement de la mission d'aménagement du territoire en augmentant l'abattement de fiscalité locale auquel l'entreprise peut prétendre.

### **Adoption du plan stratégique « Ambition 2015 »**

Le plan stratégique "Ambition 2015" a été présenté le 15 avril au conseil d'administration de La Poste dans la perspective de valorisation du Groupe, préalable à l'entrée de la Caisse des Dépôts et Consignations à son capital.

Dans un environnement incertain, tant en ce qui concerne les hypothèses propres aux trafics postaux que celles essentielles au développement de ses activités financières ou colis-express, le groupe La Poste a construit sa stratégie sur la fidélité à ses valeurs et l'obligation de s'adapter, en particulier en ce qui concerne le champ de la concurrence et le contexte technologique.

Le plan d'affaires "Ambition 2015" fixe cinq priorités à l'entreprise :

- la pleine exécution de ses quatre missions de service public,
- l'atteinte d'une performance durable et responsable,
- l'amélioration de la qualité de service,
- le développement de l'innovation,
- le développement d'activités nouvelles dans la chaîne de valeur des métiers et la recherche de nouveaux marchés en Europe.

Pour faire de La Poste l'entreprise de services logistiques et financiers de dimension européenne la plus proche des Français et une référence en termes de modernité publique, l'entreprise se fixe deux règles pour mener à bien sa modernisation :

- conduire le plan stratégique dans le cadre d'un modèle social, fondé notamment sur le partage des fruits de la croissance et l'absence de plans de départ imposés,

- faire du développement durable le fil conducteur de l'entreprise, en particulier dans l'orientation de ses investissements et le choix des axes d'amélioration de sa qualité de service.

La trajectoire financière associée à ce plan stratégique repose sur la dynamique propre de chacun de ses grands métiers, un niveau toujours élevé de mutualisation des moyens au travers d'un réseau dense de points de contact avec le public et sur une approche globale du financement de ses activités au niveau du Groupe.

Le modèle économique reposant sur un portefeuille d'activités diversifiées est une clé du retour progressif aux niveaux de rentabilité qui prévalaient avant la crise économique et avant l'accélération de la baisse des trafics postaux. Le Groupe prévoit une légère hausse de son chiffre d'affaires consolidé sur la période pour atteindre 22 milliards d'euros en 2015 hors croissance externe. Il vise à cet horizon une marge opérationnelle de l'ordre de 8 %.

La Poste programme 8,7 milliards d'euros d'investissements dans les années à venir. 1,2 milliard sera consacré par La Banque Postale à l'optimisation de son système d'information et à ses moyens propres. 4,6 milliards seront consacrés à la modernisation des activités industrielles et commerciales ainsi qu'au réseau, 2,9 milliards étant consacrés au développement, dont 1,6 milliard par la croissance externe et 600 millions par le renforcement des fonds propres de la Banque Postale.

Ce plan reposera à 60% sur l'autofinancement, à hauteur de 1 milliard d'euros sur un important programme de valorisation de l'immobilier et pour le solde, sur l'augmentation de capital de 2,7 milliards d'euros qui devrait être souscrite par l'État et la Caisse des Dépôts et Consignations à partir de 2010.

A l'issue du plan stratégique, le retour à des niveaux satisfaisants de résultats et une gestion rigoureuse du cash devront permettre un assainissement du bilan du groupe La Poste avec un rapport entre sa dette et ses fonds propres ramené à 1 avant augmentation de capital et 0,5 après augmentation de capital, soit un niveau comparable aux autres grandes entreprises françaises.

Ce plan d'affaires a été détaillé devant l'État et la Caisse des Dépôts au cours des derniers mois afin de contribuer aux travaux préalables à l'augmentation de capital.

## **Faits marquants du Groupe**

Outre les évolutions économiques propres à chacun des métiers du Groupe qui seront développées ci-après, plusieurs évolutions dans l'organisation ont été conduites au cours du premier semestre.

### **Regroupement des services informatiques de l'Enseigne et la Banque Postale**

La Banque Postale et l'Enseigne ont regroupé leurs activités informatiques au sein d'une seule entité à compétence nationale créée le 1<sup>er</sup> avril : la Direction Informatique des Services Financiers et de l'Enseigne (DISFE). Elle est rattachée à la direction des Services financiers de La Poste en conformité avec les règles appliquées aux banques.

Le regroupement des activités informatiques des deux métiers permettra d'améliorer la qualité de service tout en optimisant les coûts : 70 millions d'euros d'économies sont prévus d'ici 2012 grâce à la réinternalisation d'activités sous-traitées, la mutualisation des achats et l'optimisation des processus.

L'objectif est également pour La Banque Postale et l'Enseigne de maîtriser de bout en bout leurs activités communes en unifiant pratiques, processus et outils et gagner ainsi en réactivité.



### **Développement responsable : lancement de la procédure d'achat de véhicules électrique**

La centrale d'achats publics Ugap a publié le 23 avril 2010 la procédure d'appel d'offres pour l'achat de 50 000 véhicules électriques pour le compte du groupement de 20 acheteurs publics piloté par La Poste. Les candidats devront proposer 3 types de véhicules répondant aux critères exigés.

La procédure exige notamment que les véhicules puissent atteindre 110 km/h au maximum de la charge utile et qu'ils aient une autonomie d'au moins 150 km. Ils doivent également pouvoir se brancher sur le réseau électrique standard et leur maintenance doit être garantie sur l'ensemble du territoire métropolitain. Sur le plan financier, le coût complet du véhicule électrique devra être égal au coût d'un véhicule thermique équivalent.

La procédure d'appel d'offres devrait prendre fin mi-2011. Toutes les collectivités publiques, mais aussi les entreprises privées assurant une mission de service public pourront ensuite s'adresser directement à l'Ugap pour acheter les véhicules électriques sélectionnés. Les autres entreprises privées pourront se faire connaître du groupement de commandes et procéder directement à des achats auprès des fournisseurs retenus.

### **Passage à SAP**

Le Groupe déploie un nouveau système d'information comptable (SAP) sur le périmètre de La Poste SA et de Poste Immo. Conformément au plan de déploiement de ce nouvel outil, la clôture au 30 juin a été réalisée partiellement sur ce nouveau système qui sera entièrement opérationnel fin 2010. Au terme de ce projet d'une ampleur notable, le Groupe la Poste verra donc la tenue de sa comptabilité et une partie de sa gestion opérée sur 5 ERP (systèmes d'information financiers intégrés) articulés autour d'une maîtrise d'ouvrage commune.

### **Amélioration de l'efficacité des services centraux**

La décentralisation depuis plusieurs années des responsabilités de gestion vers les métiers et filiales du Groupe s'était accompagnée d'une réorganisation des fonctions support, avec en particulier la création en 2005 d'une foncière commune à l'ensemble des services opérationnels et fin 2007 d'un centre de services partagés pour les fonctions informatiques et logistiques. Lancé à l'automne 2009, le chantier d'optimisation des services centraux comporte plusieurs volets dont la création d'un contrôle de gestion unique aux services du siège, la mise en œuvre d'une direction des services informatiques centraux en lieu et place des trois maîtrises d'œuvre actuelles. Les autres chantiers portent sur la réorganisation des différentes entités en charge des archives, la simplification des procédures administratives, la réduction des implantations immobilières et l'optimisation des moyens de fonctionnement.

## RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Evolution		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
<b>Produits opérationnels</b>	<b>10 274</b>	<b>10 590</b>	<b>+316</b>	<b>+3,1%</b>	<b>+271</b>	<b>+2,7%</b>
<b>EBE</b>	<b>901</b>	<b>1 160</b>	<b>+259</b>	<b>+28,8%</b>	<b>+237</b>	<b>+26%</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>453</b>	<b>678</b>	<b>+225</b>	<b>+49,8%</b>	<b>+227</b>	<b>+55%</b>
Résultat financier	-33	-118	-84			
Impôt sur le résultat	-121	-186	-65			
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	93	100	+7			
Intérêts minoritaires	-3	3	+7			
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>388</b>	<b>478</b>	<b>+90</b>	<b>+23,2%</b>		

(\*) à périmètre et change constants, hors variation de la provision épargne logement et cession des titres Visa Inc.

Le Groupe affiche au 1<sup>er</sup> semestre 2010 des performances en hausse par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009 et en avance sur ses objectifs. Les niveaux de résultat et de rentabilité sont comparables à ceux enregistrés en juin 2008.

L'évolution des agrégats du compte de résultat est corrigée des effets de périmètre et de change, de la variation de la provision épargne logement et de la plus-value de cession des titres Visa Inc. afin de rendre compte de l'évolution de la performance intrinsèque du Groupe.

Les produits opérationnels s'inscrivent en hausse de 2,7% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009 du fait d'un léger ralentissement de la baisse des volumes du courrier comparée à l'an dernier, de la forte reprise des activités colis-express et de l'augmentation plus forte qu'au cours des derniers semestres du produit net bancaire. Cette évolution globale traduit une avance par rapport à l'objectif fixé en début d'année qui était de stabiliser le chiffre d'affaires après la baisse enregistrée en 2009.

L'Excédent Brut d'Exploitation du Groupe s'élève à 1 160 millions d'euros, en hausse de 259 millions d'euros par rapport à juin 2009. Cette progression témoigne de la bonne tenue de l'activité mais aussi d'une confirmation de la maîtrise des charges, quasiment stables par rapport au 30 juin 2009.

Après comptabilisation des amortissements et des provisions, le résultat d'exploitation consolidé du Groupe s'établit à 678 millions d'euros, en hausse de 225 millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009. La marge opérationnelle s'élève à 6,4% contre 4,4% en juin 2009. La marge opérationnelle du Groupe retrouve ainsi le niveau du premier semestre 2008 avec néanmoins une modification dans la répartition de la contribution de chacune des activités à ce résultat.

Le résultat net part du groupe s'élève à 478 millions d'euros, en hausse de 90 millions d'euros après comptabilisation des charges financières nettes (- 118 millions d'euros), de l'impôt sur les sociétés (- 186 millions d'euros) et de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (+ 100 millions d'euros).

## Les produits opérationnels ont repris leur progression

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Evolution		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
Courrier	5 988	5 943	-45	-0,8%	-53	-0,9%
Colis/Express	2 157	2 330	+173	+8,0%	+134	+6,2%
Activités Bancaires	2 459	2 640	+181	+7,4%	+184	+7,6%
Autres secteurs et intercos	-330	-323	+7	-2,2%	+7	+2,0%
<b>Produits opérationnels</b>	<b>10 274</b>	<b>10 590</b>	<b>+316</b>	<b>+3,1%</b>	<b>+271</b>	<b>+2,7%</b>

(\*) à périmètre et change constants, hors variation de la provision épargne logement et cession des titres Visa Inc. par LBP  
Les variations sont calculées sur des chiffres d'affaires y compris intra-groupe.

Les produits opérationnels s'élèvent à 10,6 milliards d'euros au 30 juin 2010, en hausse de 3,1% par rapport au 30 juin 2009. Les effets périmètre et change ainsi que la variation de la provision Épargne Logement sont corrigés pour apprécier l'évolution de l'activité réelle des différents métiers de La Poste, ramenant la progression à 2,7% :

- La contribution des nouvelles filiales acquises notamment au cours de l'exercice 2009 s'élève à 45 millions d'euros avec notamment l'entrée dans le périmètre de consolidation de nouvelles filiales espagnoles de GeoPost pour 28 millions d'euros ;
- La dépréciation de l'euro vis-à-vis de la livre britannique et des devises d'Europe de l'Est induit un écart de change positif de 16 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ;
- La variation de provision Épargne Logement s'élève à - 22 millions d'euros, La Banque Postale enregistrant au 30 juin 2010 une reprise de provision de 21 millions d'euros contre 43 millions d'euros à fin juin 2009.
- La plus-value de 7 millions d'euros enregistrée en 2009 sur la cession de titres Visa Inc. par la Banque Postale.

Les produits opérationnels du Courrier accusent une baisse de - 0,9 % expliquée par la baisse tendancielle des trafics pour partie compensée par les effets prix et les nouvelles activités. Le chiffre d'affaires du Colis/Express est en hausse de + 6,2% traduisant une reprise de l'activité et de gains de parts de marché dans la majorité des pays où opère le Groupe. Assis sur une progression des encours en 2009, le produit net bancaire de la Banque Postale s'accroît de + 7,6% au premier semestre 2010, réalisant ainsi la plus forte progression semestrielle depuis sa création.

Les « autres secteurs d'activités et intercos » recouvrent :

- les produits de l'Enseigne, du secteur Immobilier et des centres de moyens partagés du Groupe. Ces produits, essentiellement internes au groupe, s'élèvent à 2 876 M€.
- l'élimination des produits intersecteurs pour 3 199 M€.

## Les charges opérationnelles progressent moins vite que l'activité

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Evolution		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
Charges de fonctionnement (1)	-3 043	-3 055	-12	+0,4%	+16	-0,5%
Charges de personnel	-6 424	-6 389	+35	-0,6%	+53	-0,8%
Amortissements, dépréciations et autres provisions	-347	-467	-120	+34,7%	-118	+34,1%
Résultat des cessions d'actifs	-7	0	+6	-92,8%	+6	-89,0%
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>-9 821</b>	<b>-9 911</b>	<b>-90</b>	<b>+0,9%</b>	<b>-44</b>	<b>+0,4%</b>

(1) Achats et autres charges, Impôts & taxes, Autres charges & produits opérationnels

(\*) A périmètre et change constants

Les charges opérationnelles du Groupe s'établissent à 9,9 milliards d'euros à fin juin 2010. A périmètre et change constants, elles évoluent de 0,4%, principalement sous l'effet d'une progression des amortissements, à rapprocher d'une progression de 2,7% des produits opérationnels.

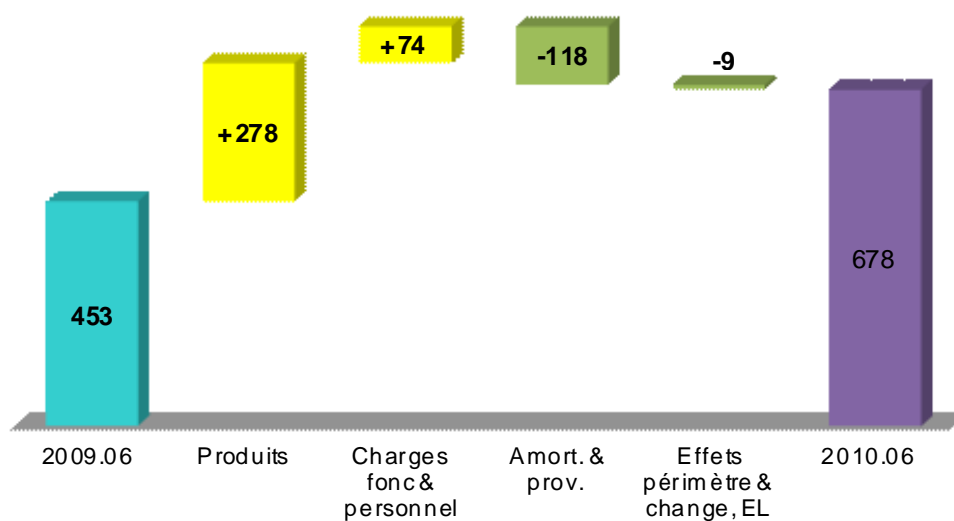
- Les charges de fonctionnement s'élèvent à 3,05 milliards d'euros et sont quasiment stables par rapport à juin 2009 à périmètre et change constants. Cette stabilité relative traduit :
  - o Une baisse des impôts et taxes de 41 M€, le Groupe ayant enregistré au 1<sup>er</sup> semestre 2009 des pénalités fiscales qui ne se retrouvent pas en 2010 ;
  - o Une hausse contenue des autres charges de fonctionnement de 1% dans un contexte de croissance de l'activité.
- Les charges de personnel s'établissent à 6,39 milliards d'euros à fin juin 2010 en baisse de -0,8% par rapport à juin 2009, à périmètre et change constants. Cette évolution est marquée par une forte variation des dotations nettes aux provisions pour dispositif de fin carrière (+ 87 M€) et la baisse du taux de cotisation des retraites des fonctionnaires de l'État (+27 M€)<sup>1</sup>.
- Les amortissements et provisions ressortent à 467 millions d'euros fin juin 2010, en augmentation de 118 M€ à périmètre et change constants. Cette progression résulte principalement d'une augmentation des amortissements nets de 34 millions d'euros liée à la montée en charge des programmes de modernisation (CQC, bureaux de poste, informatique...), de la constatation en 2009 d'une reprise de provisions au titre d'un risque fiscal sur l'épargne réglementée (74 millions d'euros) et d'une augmentation du coût du risque bancaire de 7 millions d'euros liée à la progression des encours de crédits de La Banque Postale.

<sup>1</sup> La baisse du taux de cotisation retraite résulte de la réforme du financement des retraites des agents de La Poste fonctionnaires de l'État. L'effet 2010 est constitué du report de la dernière année de baisse du taux de contribution de La Poste pour arriver au terme du processus débuté en 2006 au taux d'équité concurrentielle.

## Un résultat d'exploitation en forte hausse

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à 678 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 453 millions d'euros un an plus tôt, soit une progression de + 50%. Ainsi, la marge d'exploitation ressort à 6,4 % au 30 juin 2010 contre 4,4 % au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

En millions



*avant élimination des produits intersecteurs*

## Le résultat financier n'intègre plus d'effet comptable positif au titre des règles IAS.

Les charges financières nettes du semestre s'élèvent à -118 millions d'euros, en hausse de 84 millions d'euros par rapport à la mi-année 2009.

Le coût de l'endettement net s'élève à -86 M€ au 30 juin 2010 contre une charge quasiment nulle au 1<sup>er</sup> semestre 2009. L'an dernier, les intérêts de la dette nette s'élevaient à 104 millions d'euros et étaient compensés par un produit de 106 millions d'euros représentant la valorisation dite à « juste valeur » de la dette obligataire de La Poste et de ses instruments de couverture. Au 30 juin 2010, en l'absence de modification du spread de crédit de La Poste, la variation de juste valeur des instruments financiers s'élève à 8 millions d'euros.

Hors ces ajustements de « juste valeur », le coût net de financement est donc en baisse de 10 M€ traduisant un effet volume (la baisse de l'endettement net) et un effet prix (la baisse des taux s'étant néanmoins manifestée essentiellement sur 2009).

Les autres charges financières s'élèvent à - 32 millions d'euros au 30 juin 2010 contre - 35 millions d'euros à mi-2009. Ces charges concernent essentiellement la comptabilisation de la charge d'actualisation des engagements du groupe vis-à-vis de son personnel.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Il s'agit de la dés-actualisation sur 6 mois des provisions RH (avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme). Les normes IFRS laissent le choix de passer cette charge soit en résultat d'exploitation, soit en résultat financier ; le choix du Groupe a été de la passer en résultat financier.

### **Les autres éléments du compte de résultat**

Le groupe La Poste enregistre une charge d'impôt sur le résultat de 186 millions d'euros contre 121 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une augmentation de 65 millions d'euros, la hausse du résultat du Groupe se traduisant par une augmentation de l'impôt sur le résultat.

La quote-part des sociétés mises en équivalence, pour l'essentiel CNP Assurances, s'établit à 100 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 93 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une augmentation de 7 millions d'euros, dont 8,9 millions d'euros pour CNP Assurances et -1,9 millions d'euros pour les filiales Express.

### **Le résultat net (part du groupe) s'établit à 478 millions d'euros.**

Après déduction des intérêts minoritaires, le résultat net part du Groupe passe de 388 millions d'euros au premier semestre 2009 à 478 millions d'euros fin juin 2010, soit une hausse de 90 millions d'euros (+23%).

## RESULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le résultat d'exploitation du Groupe est ventilé conformément au reporting de gestion interne par secteurs d'activité. Le Courrier, le Colis/Express et les activités bancaires correspondent aux centres de profit du Groupe, qu'ils constituent des entités au sein de la maison mère (cas du courrier et du colis) ou des filiales à 100% de La Poste (cas de GeoPost et de La Banque Postale). L'Enseigne est quant à elle constituée du réseau des bureaux de poste : elle représente le canal de distribution grand public privilégié de tous les produits et prestations du Groupe et rassemble les ressources pour assurer ce rôle. Les autres secteurs regroupent les filiales et directions de moyens du Groupe (Immobilier, Centre de services partagés), l'État-major du Groupe ainsi que les charges non ventilées sur les activités opérationnelles (contribution à l'aménagement du territoire).

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Evolution		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
Courrier	212	240	+28	+13%	+27	+13%
Colis/Express	156	171	+15	+10%	+8	+5%
Activités bancaires	305	426	+121	+40%	+131	+50%
Enseigne	-84	-32	+52	+62%	+52	+62%
Autres secteurs & Tête de Groupe	-137	-127	+10	+7%	+9	+6%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>453</b>	<b>678</b>	<b>+225</b>	<b>+50%</b>	<b>+227</b>	<b>+55%</b>

(\*) à périmètre et change constants, hors variation de la provision épargne-logement et cession des titres Visa Inc.

### Le Courrier

#### Faits marquants

- Développement des services clients et modernisation de l'offre

Le 11 mars a été annoncé le lancement de l'offre Digiposte, la nouvelle solution de confiance de La Poste pour recevoir, archiver et partager des documents numériques. Son objectif est de simplifier le quotidien des particuliers et des entreprises. Grâce à la réunion d'une boîte aux lettres numérique sécurisée, d'un coffre fort numérique et d'un espace de partage, Digiposte permettra aux particuliers et aux professionnels qui le souhaitent de gérer leurs courriers (bulletins de paye, relevés de banques, factures...) en toute sécurité et dans un seul et même « espace ». La solution destinée aux particuliers sera lancée au cours du 2ème semestre 2010, celle destinée aux professionnels et petites entreprises devrait être lancée en 2011. Cette activité aura pendant les premières années un impact marginal sur les produits et charges du courrier.

Mediapost, la filiale dédiée à la communication ciblée en boîtes aux lettres et experte du marketing relationnel, a annoncé le 16 juin la création de Mediapost Publicité, la régie destinée à promouvoir l'ensemble des supports du "home media" : courrier adressé, imprimé publicitaire, e-mail, SMS... La mission de Mediapost Publicité est de placer le courrier comme le « 7<sup>ème</sup> média » (aux côtés de la télévision, la radio, l'affichage, la presse, le cinéma et Internet), et de l'intégrer dans les stratégies media des annonceurs. Elle développera des packages et des solutions sur mesure combinant l'ensemble des offres Courrier et en les associant à d'autres medias (radio, TV...). Cette palette de solutions sera lancée à l'automne 2010.

La gamme de services de proximité du Courrier « Facteurs Services + » s'étoffe avec l'offre, baptisée "Bonjour Facteur !". Elle s'adresse aux collectivités, conseils généraux, associations ainsi qu'aux mutuelles et compagnies d'assurance. A raison de 2 ou 6 jours par semaine, le facteur s'assure, sous réserve de son accord préalable, que la personne identifiée comme isolée est bien présente à son domicile et recueille sa signature. En cas de problème, il alerte le contact qui lui a été donné.

Extelia, la filiale de Sofipost spécialisée en externalisation des process client, crée la 1ère carte d'étudiant virtuelle multiservices. A la rentrée prochaine, 300 étudiants de l'université de Nice-Sophia Antipolis testeront sur leur téléphone mobile une carte d'étudiant virtuelle conçue par Extelia. Elle permettra notamment l'accès au campus, aux transports en commun et aux services de restauration. L'expérience sera testée sur 27 mois et sera suivie par une équipe de sociologues qui évaluera et ajustera la qualité des services rendus.

Une démarche de consultation des clients a été lancée dans le but de mieux répondre à leurs attentes et d'améliorer les offres : 70 000 clients et 5 500 postiers sont concernés. Sur la base de cette consultation, une restitution des attentes et pistes d'engagements sera effectuée vers les associations de consommateurs, grands clients et représentants des clients, puis vers l'ARCEP et les services concernés de l'État.

#### ▪ Poursuite du programme « Cap Qualité Courrier »

Au 1<sup>er</sup> semestre 2010, quatre ouvertures de plates-formes, toutes issues de transformation de sites existants, viennent compléter le maillage industriel de CQC : deux en région parisienne et deux en région PACA. A fin juin, le réseau compte désormais 31 PIC en service soit une couverture du territoire de près de 80% des flux.

La modernisation de la distribution, effectuée via le programme « facteur d'avenir », arrive à maturité avec 95% du territoire ayant basculé suivant ces nouvelles modalités d'organisation des tournées.

Ces investissements sont moteurs de l'amélioration de la satisfaction client : les engagements client ont été tenus à plus de 95% au premier semestre. En revanche, le délai de distribution de la lettre J+1 tous flux confondus est de 83,4% à fin juin 2010, soit une baisse de -1,2 point par rapport à juin 2009.

#### ▪ Autres événements marquants

La direction du Courrier et Poste Immo, l'opérateur immobilier du groupe La Poste, ont signé le 18 janvier un « bail vert » pour améliorer de 50 % la performance énergétique des constructions neuves du Courrier. Ce gain énergétique correspond à la norme Bâtiment à Basse Consommation (BBC) en vigueur et permet d'anticiper les futurs standards de marché. Les constructions neuves seront équipées de compteurs pour mesurer la consommation des différents postes.

#### ▪ Évolutions de périmètre au sein de Sofipost, holding des filiales du Courrier

Le groupe La Poste, qui détenait 51 % du capital de Sefas Innovation, éditeur de solutions en logiciels d'édition, leader européen du design, de la composition et de la production de documents et de courriers d'entreprise personnalisés, a annoncé le 19 avril qu'il avait acquis les 49 % restants, via sa holding Docapost. Sefas Innovation devient ainsi une filiale à 100 % de Docapost, pôle de Sofipost regroupant les filiales expertes en solutions et services documentaires.

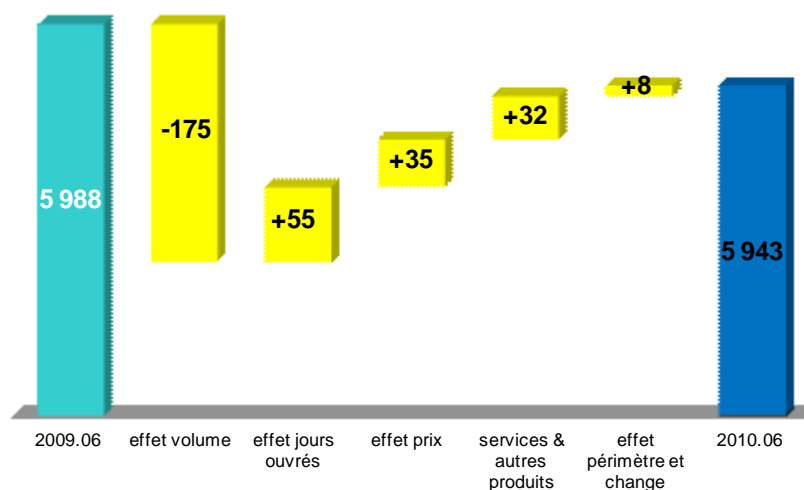
En mai et juin 2010, Sofipost a acquis les parts des minoritaires GHM et GMF représentant 18,2 % du capital de Mediapost. Désormais, Sofipost possède 100 % du capital de sa filiale.



Faisant suite à sa propre recapitalisation de 100 M€ par La Poste en décembre 2009 par une transformation d'une partie de sa dette long terme sans apport de numéraire, Sofipost a procédé en juin 2010 à la recapitalisation de Docapost pour 50 M€ par transformation partielle de sa dette long terme pour 47 M€ et par un apport en numéraire de 3 M€, et à celle de La Poste Global Mail, holding regroupant les filiales étrangères, pour 11,7 M\$ par transformation partielle de sa dette long terme.

### Une baisse modérée de l'activité par rapport au premier semestre 2009

En millions d'euros



Le chiffre d'affaires consolidé aux bornes du Courrier s'élève à 5,943 milliards d'euros en juin 2010, en diminution de -0,8% par rapport à juin 2009 (soit - 45 millions d'euros). A périmètre et change constants, la baisse du chiffre d'affaires, aux bornes du Courrier, est de -0,9%.

#### ■ Produits réalisés avec les autres secteurs d'activités du groupe

Le chiffre d'affaires du Courrier réalisé avec les autres entités du groupe La Poste s'élève à 318 millions d'euros. Ce chiffre d'affaires comprend les produits facturés à La Banque Postale (courrier de gestion) et les prestations de services vendues aux autres secteurs d'activité et notamment le Colis (prestations de transport). L'ensemble de cette facturation est stable par rapport à juin 2009 (baisse de -1 M€).

#### ■ Effets périmètre et change

Les effets périmètre aux bornes du secteur Courrier s'élèvent à +7,4 M€. Ils sont constitués des acquisitions réalisées au premier semestre 2009 (Mediapost Roumanie et la reprise de l'activité éditique d'Yves Rocher). L'effet change est négligeable (+0,5 M€).

#### ■ Chiffre d'affaires lié aux affranchissements

La baisse des trafics courrier se poursuit mais sur un rythme moins soutenu que sur l'exercice 2009. Au premier semestre 2010, hors plis électoraux, la baisse des trafics est de - 3,7%, soit - 326 millions d'objets distribués.

Cette évolution est différenciée selon les gammes. Alors que la lettre baisse de - 4,7% contre - 6,9% en 2009 et que la tendance de l'Écopli est baissière (- 3,7% vs - 2,7% en 2009), le marketing direct connaît un rebond sur le 2<sup>ème</sup> trimestre puisque son trafic progresse de + 1,3% après un 1<sup>er</sup> trimestre à - 5,9%, soit un premier semestre à -2,5% (pour une année 2009 à -7%). Les volumes de la presse continuent de diminuer : - 4,2% au 1<sup>er</sup> semestre (- 5% en 2009).

Cette attrition des volumes représente une perte de chiffre d'affaires estimée à - 175 millions d'euros, compensée sur ce semestre par un effet jours ouvrables favorable de + 55 millions d'euros.

L'impact favorable des hausses de prix sur le chiffre d'affaires, évalué à + 35 millions d'euros s'explique par l'effet report des augmentations tarifaires intervenues en 2009 sur la lettre, l'Écopli, le Postréponse et les Fréquence ainsi que celles intervenues début 2010 sur la presse.

#### ▪ Services à la clientèle et autres produits

Ce segment en développement est principalement constitué des prestations de service fournies aux entreprises du Groupe et hors-Groupe. Par rapport au premier semestre 2009, il progresse de +32 millions d'euros, principalement sur les prestations hors-groupe.

### Un résultat d'exploitation en progression

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Var.		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
Chiffre d'affaires	5 988	5 943	- 45	-0,8%	-53	-0,9%
Charges	-5 776	-5 703	+ 73	-1,3%	+81	-1,4%
REX	212	240	+ 28	13,2%	+27	+12,9%
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,0%</b>		<b>+0,5 pts</b>		

(\*) à périmètre et change constants

Le résultat d'exploitation consolidé du secteur Courrier s'établit à 240 millions d'euros au premier semestre 2010 en hausse de +28 millions d'euros par rapport à 2009, malgré la baisse de -45 millions du chiffre d'affaires. Sa marge opérationnelle atteint ainsi 4% du chiffre d'affaires. Ce résultat est réalisé à hauteur de 234 M€ par la Maison Mère et 6 M€ par Sofipost.

Les plans d'économies lancés dès le premier semestre 2009 dans le but d'adapter les charges aux volumes d'activité portent leurs fruits puisque celles-ci présentent une baisse de -1,4% (en évolution comparable) qui se lit tant sur les charges de personnel (-1,2%) que sur les autres charges d'exploitation (-1,7%). Le Courrier adapte sa structure à la baisse de trafic et revoit ses process, limitant les recrutements au strict nécessaire. Sur les autres charges, des efforts particuliers ont porté sur la sous-traitance, les achats et les études, permettant ainsi de compenser la hausse du pétrole, des charges immobilières et des dotations aux amortissements.

## Le Colis et l'Express

### Faits marquants

- Offre Chronopost

Le 19 avril, Chronopost complète sa gamme de Prêt-à-Expédier disponibles en bureau de poste. L'expressiste propose depuis le début du mois un nouveau format de pochette gonflable destiné aux petites marchandises pour une livraison avant 13 heures.

- Avec So Colissimo, ColiPoste enrichit son offre de livraison

La nouvelle solution de service So Colissimo permet désormais aux destinataires des colis de choisir entre plusieurs modalités de livraison. Elle a été lancée le 24 juin pour répondre aux attentes des cyberacheteurs.

Dans le cadre de son plan stratégique "Réussir 2012, le choix du service", l'un des objectifs majeurs de ColiPoste est d'améliorer le service offert à ses clients. En lançant So Colissimo, l'opérateur interne colis du Groupe facilite la livraison des clients pour les e-commerçants. Le principe : offrir le choix entre plusieurs modalités de livraison et augmenter ainsi le nombre de colis livré en première présentation.

La vente à distance représente aujourd'hui 76 % de l'activité colis. La livraison à domicile reste plébiscitée pour 80 % des colis, mais le développement du nombre de colis par destinataire implique la diversification des modes de réception. Alors que les réseaux de point-relais se multiplient, La Poste se doit donc d'offrir, en tant que leader, tous les choix de livraison.

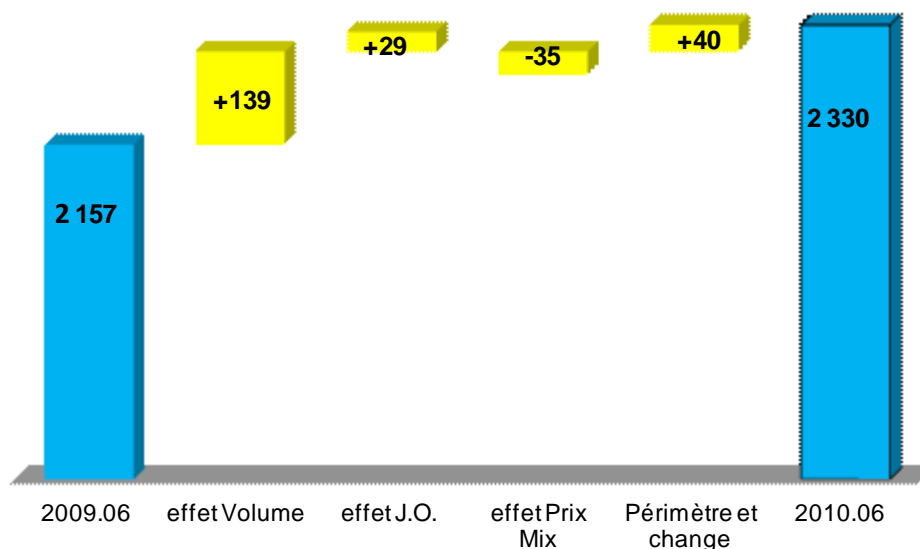
La livraison s'effectuera désormais là où le destinataire du colis l'aura décidé : il aura la possibilité d'être livré à domicile ou dans un bureau de poste de France métropolitaine de son choix ou bien chez l'un des 3 000 commerçants de proximité partenaires ou encore dans l'un des 31 espaces Cityssimo (principalement Paris/RP, Lille, Nantes, Lyon et Aix en Provence).

Dès la première présentation du colis, il sera possible à Paris de se faire livrer à domicile en soirée. Il suffira pour cela de déterminer un créneau de rendez-vous de 1h30 pour recevoir le colis, à l'instar de ce que proposent certains prestataires.

Les premières ventes So Colissimo ont eu lieu le 18 juin sur le site de ventes événementielles Vente-privee.com, l'un des plus gros clients de ColiPoste, qui compte 7 millions de clients. L'offre sera ensuite disponible dès la mi-juillet chez trois nouveaux clients pilote.

## Une activité commerciale en forte reprise

Le secteur d'activité Colis / Express comprend la société Geopost et ses filiales ainsi que la division Colis de La Poste dénommée ColiPoste. Les activités Express sont logées chez le sous-groupe Geopost qui opère principalement en France et en Europe, essentiellement sur le segment « B to B ». ColiPoste intervient principalement en France sur les segments « B to C » et « C to C » avec un engagement de service à J+2.



Le chiffre d'affaires du secteur Colis / Express s'établit à 2 330 millions d'euros au 30 juin 2010 en augmentation de + 8%. A périmètre et change constant, la hausse du chiffre d'affaires est de + 6,2%

La contribution du secteur d'activité au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 2 317 millions d'euros, après élimination des facturations internes au groupe pour 13 millions d'euros qui concernent principalement les prestations de service réalisées entre ColiPoste et le Courrier.

### ▪ Effets périmètre et change

Les effets périmètre s'élèvent à + 23 millions d'euros et sont principalement liés aux acquisitions des franchises espagnoles Secur. Les effets de change liés à l'affaiblissement de l'euro ont un impact favorable de + 17 M€ et concernent principalement les filiales de GeoPost au Royaume-Uni et en Pologne.

### ▪ Effet Volume

L'activité commerciale a bénéficié d'une reprise de la croissance en France et en Europe mais aussi d'une politique commerciale dynamique de l'ensemble des filiales de Geopost. Dans ce cadre, les volumes de l'ensemble consolidé ont crû de 7,8 % sur le 1<sup>er</sup> semestre induisant une augmentation de chiffre d'affaires de + 168 millions d'euros sur le chiffre d'affaires. Retraité de l'effet jours ouvrés favorable (+ 29 millions d'euros), la progression s'établit à 6,5%.

ColiPoste a connu une hausse modérée de ses volumes avec une croissance de + 2,4%, avec des évolutions très contrastées selon les produits.

Les volumes de GeoPost affichent une progression de 10 % et + 8,9 % à jours ouvrés équivalents par rapport au premier semestre 2009. La reprise concerne tous les pays et plus particulièrement la France (+ 11 %), le Royaume-Uni (+ 10 %) et l'Allemagne (+ 8 %).

▪ Effet Prix

Si ColiPoste a pratiqué des hausses tarifaires courant mars, l'environnement concurrentiel sur le marché de l'Express a entraîné une forte baisse des prix moyens pratiqués par GeoPost. Cette baisse, particulièrement forte en début d'exercice, avait été néanmoins anticipée.

Ainsi, le secteur Colis / Express enregistre un effet prix négatif de - 35 millions d'euros sur le chiffre d'affaires dont - 41 millions d'euros sur l'Express et + 6 M€ sur ColiPoste.

**Une marge opérationnelle en progression constante.**

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Var.		Evolution comparable (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
Chiffre d'affaires	2 157	2 330	+ 173	+8,0%	+134	+6,2%
Charges	-2 001	-2 159	- 158	+7,9%	-126	+6,3%
REX	156	171	+ 15	+9,7%	+8	+5,0%
Marge opérationnelle	7,2%	7,3%		+0,1 pt		-0,1 pt

(\*) à périmètre et change constants

Le résultat d'exploitation consolidé du Colis / Express s'établit à 171 millions d'euros en juin 2010. A périmètre et change constants, il progresse de + 5% par rapport à juin 2009.

Les charges d'exploitation enregistrent une hausse de + 6,3 % à périmètre et change constants, pour une progression du chiffre d'affaires organique de + 6,2%.

La marge opérationnelle s'établit à 7,3%, en légère progression par rapport au 30 juin 2009.

## Les Activités bancaires

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale et ses filiales ainsi que le Groupement de moyens constitué entre La Poste et la Banque Postale. Le Groupement de moyens regroupe l'ensemble du personnel dédié aux activités bancaires de La Poste (direction informatique bancaire, back-office...) et est placé sous le pilotage opérationnel de LBP.

### Faits marquants du 1<sup>er</sup> semestre 2010

#### ▪ *Environnement financier*

L'environnement financier a été marqué par un fort climat de défiance des investisseurs vis-à-vis de la capacité des États européens à assainir leur situation financière. Outre la mise en œuvre d'un plan de sauvetage de la Grèce et le renforcement des mécanismes de solidarité financière entre États, la BCE a dû réactiver des opérations exceptionnelles de refinancement bancaire.

Dans ce contexte, les taux de marché sont restés très bas du fait des injections de liquidités de la BCE ; les investisseurs ont fortement discriminé les titres de dettes publiques entraînant une chute des rendements des titres les plus prisés : États-Unis, Allemagne et France dans une moindre mesure ; les marchés boursiers ont connu une forte volatilité avec à nouveau une rechute des principaux marchés actions.

Pour La Banque Postale, cela s'est traduit par une baisse du taux de rendement de son portefeuille financier, une baisse de l'ensemble des taux de rémunération des produits d'épargne entraînant notamment une désaffection des clients pour les produits d'épargne liquide et pour les produits de placement associés à la Bourse. A contrario, la croissance des crédits immobiliers a été soutenue par ce contexte de taux peu élevé.

#### ▪ *Taux du Livret A*

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004, le taux du Livret A est issu d'une formule de calcul basée sur l'inflation et l'évolution des taux Euribor et Eonia. Son évolution est strictement limitée dans une fourchette de 1,5 point à la hausse ou à la baisse entre deux fixations consécutives.

La rémunération du Livret A, fixée à 1,75% en mai 2009 est passée à 1,25% au 1<sup>er</sup> août 2009. Elle est repassée à 1,75% au 1<sup>er</sup> août 2010.

#### ▪ *Nouvelles offres commerciales*

La Banque Postale Financement a lancé son offre de crédit à la consommation sur l'ensemble du territoire en mars 2010. Ce lancement s'est accompagné d'une campagne de communication dans tous les médias. En juin, cette première offre a été complétée par des offres destinées plus spécifiquement à la clientèle jeune en lançant trois nouveaux produits ciblés : le prêt étudiant / apprenti, le prêt permis à un euro par jour, et le prêt intérimaire.

#### ▪ *Développement et Compétitivité des Centres Financiers*

Le projet de mutualisation et de spécialisation des services au sein des centres financiers se met en place selon quatre activités : les services spécialisés (successions, valeurs mobilières, etc.), la production (chèques, virements, etc.), les activités internationales et les activités supports, est en voie d'achèvement pour les services spécialisés et la production. Ce projet a pour but de renforcer la qualité de traitement et la

performance des services, d'améliorer le suivi de la qualité de service des centres et de renforcer la maîtrise des risques opérationnels.

### Des encours gérés en progression régulière

- **Des encours d'épargne et de dépôts en hausse de + 1,6% sur un an**

En milliards d'euros	2009.06	2010.06	Evolution	
			en Md€	en %
Dépôts à vue	41,9	45,5	+3,6	+8,7%
Épargne intermédiée	34,4	34,7	+0,3	+0,9%
Épargne centralisée	72,9	69,0	-3,9	-5,3%
Épargne commissionnée	126,3	130,8	+4,5	+3,5%
<b>Encours gérés</b>	<b>275,5</b>	<b>280,0</b>	<b>+4,5</b>	<b>+1,6%</b>

Les encours d'épargne et de dépôts progressent de 4,5 milliards d'euros entre juin 2009 et juin 2010 soit + 1,6% avec des évolutions très marquées par produits :

- Les encours d'épargne liquide et particulièrement les encours d'épargne centralisée (livret A, LEP) souffrent de la désaffectation des clients du fait de la baisse des taux réglementée intervenue en aout 2009 et des taux de marché ;
- Les encours d'épargne commissionnée progressent de 4,5 millions d'euros sur un an du fait de la bonne performance de l'assurance vie et ceci malgré une décollecte sur les OPCVM ;
- La croissance des dépôts à vue est forte, elle s'élève à + 3,6 millions d'euros mais reflète notamment les positions d'attente des épargnants.

- **Des encours de crédits immobiliers en hausse de près de + 16 % sur un an**

En milliards d'euros	2009.06	2010.06	Evolution	
			en Md€	en %
Encours de crédits immobiliers	29,4	34,0	4,6	+15,6%

Les encours de crédits immobiliers progressent encore de façon très importante sur un an dans un contexte de redémarrage du marché immobilier et de baisse des taux. Les crédits mis en force se sont élevés à 4,2 milliards d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

## Un PNB en progression de 7,3%

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Evolution	
			en M€	en %
Marge d'intérêts & produits assimilés	1 208	1 285	+77	+6,4%
Produits sur épargne centralisée	394	378	-16	-4,1%
Commissions	817	934	+117	+14,3%
Autres produits nets	40	43	+3	+7,5%
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 459</b>	<b>2 640</b>	<b>+181</b>	<b>+7,3%</b>

Le PNB de La Banque Postale s'élevé à 2 640 millions d'euros. Il progresse de + 181 millions d'euros soit + 7,3% par rapport à la même période de 2009. A périmètre constant, après neutralisation de la variation de provision épargne logement et de la plus-value réalisée sur Visa Inc. en 2009 (7 M€), le PNB progresse de 7,6%.

### ▪ **Marge d'intérêt et produits assimilés**

La marge d'intérêt et produits assimilés enregistre le solde des intérêts sur crédits, dépôts non centralisés, mouvement sur provision Épargne Logement et produits sur portefeuilles financiers.

Elle progresse de 77 millions par rapport à un premier semestre 2009 encore perturbé par les effets de la crise financière de l'automne 2008. La progression de la marge nette d'intérêt est tirée par un effet volume de + 4% sur les encours gérés tandis que l'effet prix joue à la baisse.

- Les activités de marchés présentent des revenus en baisse de - 114 millions d'euros. Cette baisse s'explique en grande partie par la baisse des taux.
- Les produits d'intérêts sur crédits clientèle connaissent une progression de + 90 M€ en lien avec la progression des encours de crédits immobiliers.
- Les charges d'intérêts versés à la clientèle diminuent par rapport à un premier semestre 2009 de 123 millions d'euros suite à la baisse généralisée des taux de rémunération de l'épargne liquide.
- La variation de la provision épargne Logement a un effet négatif de - 22 millions d'euros sur l'évolution du PNB d'un semestre à l'autre (la reprise de provision s'élevait à + 43 millions d'euros à fin juin 2009 contre + 21 millions d'euros à fin juin 2010).

### ▪ **Produits sur épargne centralisée**

La marge sur épargne centralisée s'élevé à 378 millions d'euros. Elle est en baisse de 16 millions d'euros par rapport à 2009. Cette évolution globale traduit principalement la baisse des encours d'épargne centralisée ainsi que la baisse de la commission d'accessibilité bancaire de 5 millions d'euros.

### ▪ **Les produits nets des commissions**

Les commissions s'élèvent à 934 millions d'euros, et enregistrent une augmentation de 117 millions d'euros par rapport à 2009. Ces produits recouvrent les commissions sur assurances, sur OPCVM et titres financiers, les commissions sur services à la clientèle ainsi que les commissions perçues des filiales.

Les commissions sur Assurance Vie représentent presque la moitié de la progression constatée, avec notamment une rémunération sur encours qui bénéficie de la bonne performance commerciale de l'exercice 2009 et un redressement de la rémunération sur les flux nouveaux.



De même, les commissions sur services à la clientèle progressent significativement (+43 M€) et reflètent le dynamisme commercial en matière d'équipement de la clientèle. Le nombre de clients actifs a progressé de 2,51% entre juin 2009 et juin 2010.

## Un REX en progression de plus de 50% sur base comparable

### Compte de résultat de La Banque Postale

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Var.		Var. corrigée (*)	
			en M€	en %	en M€	en %
<b>PNB</b>	<b>2 459</b>	<b>2 640</b>	<b>+ 181</b>	<b>+7,4%</b>	<b>+ 184</b>	<b>7,6%</b>
Charges d'exploitation	-2 130	-2 184	- 54	+2,5%	- 46	2,2%
<b>RBE</b>	<b>329</b>	<b>456</b>	<b>+ 127</b>	<b>+38,6%</b>	<b>+ 138</b>	<b>49,6%</b>
Coût du risque	-22	-29	- 7	+31,8%	- 7	34,4%
<b>REX</b>	<b>307</b>	<b>427</b>	<b>+ 120</b>	<b>39,1%</b>	<b>+ 131</b>	<b>50,9%</b>
Coefficient d'exploitation	86,7%	82,8%		-3,9 pts		-4,5 pts

(\*) hors effet périmètre, variation provision EL et cession des titres Visa Inc.

Les charges d'exploitation des Activités bancaires sont en hausse de 54 millions d'euros par rapport au premier semestre 2009, avec la montée en charge des partenariats et notamment le lancement de LBP Financement (25 M€).

Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) s'établit à 456 millions d'euros au premier semestre 2010. Il progresse de 127 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation du groupe LBP s'établit à 82,8% en 2010, soit une amélioration de 3,9 points du 30 juin 2009 au 30 juin 2010.

Le coût du risque progresse de 7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2009 du fait de la hausse des risques sur comptes à vue et sur les crédits immobiliers.

## L'Enseigne

### Faits marquants

#### ▪ **Adaptation et modernisation du réseau**

217 nouveaux points de contact en partenariat ont été créés au premier semestre 2010, ce qui porte le nombre de partenariats à 6 672 au sein d'un réseau comptant 17 074 points de contact avec la clientèle.

L'Enseigne poursuit en 2010 la restructuration immobilière de son réseau avec 45 bureaux de poste modernisés livrés au premier semestre 2010 (après 199 sur l'année 2009) et 97 « rafraîchissements » (après 471 sur l'année 2009). A ces données il convient d'ajouter 154 bureaux de poste passés au format ESC (Espace Service Clients – cf. infra), qui avaient déjà fait l'objet d'une modernisation, mais pour lesquels des travaux d'aménagement complémentaires ont été livrés (108 sur l'année 2009).

### ▪ **Le concept Espace Service Clients et la certification**

Le nouveau concept de bureau de poste baptisé « Espace Service Clients » mis en œuvre en 2009 propose un nouveau modèle d'accueil, de conseil et de vente qui fait passer l'Enseigne d'un service uniforme centré sur le guichet, à un modèle multi canal fondé sur un service personnalisé. Au terme du déploiement, qui se poursuivra jusqu'en 2011 (262 bureaux en cumulé à fin juin 2010), il est prévu que les 1000 bureaux les plus fréquentés soient au format ESC.

L'Enseigne a construit en 2009, avec l'aide de l'AFNOR, un référentiel de certification de service. A fin juin, 293 bureaux ont été certifiés, l'objectif étant d'atteindre les 1 000 bureaux d'ici 2012.

Les bureaux ESC ou certifiés ont sur le 1<sup>er</sup> semestre 2010 des résultats très satisfaisants sur l'attente :

- un temps d'attente moyen de 2,49 mn pour les opérations courtes courrier (type lettre recommandée), de 2,29 mn pour les opérations courtes « PRO » (professionnels détenteurs de la carte « Pros ») et de 3,23 mn pour les opérations courtes bancaires ;
- un temps d'attente moyen de 3,21 mn pour les opérations longues.

Sur l'ensemble des bureaux et des opérations, le temps d'attente moyen avant d'accéder au guichet s'est également amélioré. Celui-ci a été mesuré à 5,54 mn en avril 2010 (1 mesure SOFRES par semestre) pour un objectif 2010 fixé à 7 mn. L'amélioration est très sensible au plan national par rapport à 2009 (7,19 mn en novembre 2009).

### ▪ **Le projet MVNO**

La Poste souhaite proposer une gamme d'offres de téléphonie mobile prépayées et post-payées, ainsi que des produits et services complémentaires. Dans ce cadre le Groupe étudie l'opportunité d'un partenariat industriel avec un spécialiste des télécommunications, qui apporterait son savoir-faire en contrepartie de l'accès au réseau de distribution de l'Enseigne.

### **L'activité commerciale de L'Enseigne**

En millions d'euros	2009.06 (*)	2010.06	Evolution	
			en M€	en %
<b>Produits Courrier</b>	1 037	1 030	-7	-0,7%
<b>Produits Colis/Express</b>	230	232	+2	+0,7%
<b>Autres produits</b>	13	15	+2	+14,9%
<b>Ventes de l'Enseigne</b>	<b>1 280</b>	<b>1 277</b>	<b>-3</b>	<b>-0,2%</b>
<b>Collecte nette</b>	-723	-566	157	+21,7%
<b>Crédits immobiliers</b>	3 536	4 163	+627	+17,7%

(\*) 2009 retraité au format 2010 :

- 1) affectation au Courrier des ventes réalisées auprès des TPE (très petites entreprises) par la télévente courrier
- 2) y compris ventes internet.

L'Enseigne commercialise au premier semestre 2010 plus de 28% du chiffre d'affaires de ColiPoste, plus de 18% du chiffre d'affaires Courrier et près de 12,5% du chiffre d'affaires Chronopost.

Sur le Courrier, la baisse de - 0,7 % du chiffre des ventes par rapport à 2009 intègre un fort rebond des ventes sur le mois de juin, en anticipation de la hausse des tarifs de + 3,6% au 1<sup>er</sup> juillet 2010. De janvier à mai 2010, la baisse cumulée était de - 5,2 % par rapport à 2009.

Sur le secteur Colis/Express, l'évolution par rapport à 2009 se décompose en une stabilité des ventes Colis (+ 0,2%) et une progression des ventes de Chronopost (Express) de + 1,4 M€, soit + 3,8%.

En outre, l'Enseigne propose une offre de produits tiers (cartes téléphoniques, papeterie...) dont le chiffre d'affaires, constitué essentiellement de commissions perçues sur le chiffre des ventes, atteint 15 M€ au 30 juin 2010 contre 13 M€ en 2009, soit une progression de +14,9%.

Sur les activités bancaires, le premier semestre est marqué par une décollecte (- 566 M€) dépendant en grande partie de la saisonnalité (en 2009 : - 723 M€). En revanche, les crédits immobiliers continuent de progresser sur 2010 : + 17,7% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

### Un résultat en progression par rapport à 2009

En millions d'euros	2009.06 (*)	2010.06	Var.		Evolution comparable	
			en M€	en %	en M€	en %
Chiffre d'affaires	2 124	2 091	- 33	-1,6%	-33	-1,6%
Charges	-2 207	-2 122	+ 85	-3,9%	+85	-3,9%
REX	-84	-32	+ 52	-62,2%	+52	-62,2%

(\*) 2009 retraité au format 2010 : les charges directes de l'activité Courrier en Corse et dans les DOM ne font plus l'objet d'une facturation mais d'une rétrocession au Courrier. L'impact sur le résultat de l'Enseigne est neutre mais les charges d'exploitation ainsi que les produits sont allégés de ce montant (108,6 M€ sur 2009).

Le chiffre d'affaires de l'Enseigne s'élève à 2 091 millions d'euros au 30 juin 2010, en baisse de 1,6% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Ces produits sont constitués d'une part de la facturation des prestations de services (prestations de commercialisation et de production) aux métiers utilisateurs des bureaux de poste, et d'autre part de la facturation à la tête de Groupe des coûts de la mission d'aménagement du territoire.

L'Enseigne n'est pas un centre de profit. Sa facturation est représentative des coûts des moyens mis en œuvre pour satisfaire l'activité en bureaux de poste. Elle dépend donc fortement du niveau d'activité en bureaux de poste et de la capacité de l'Enseigne à maîtriser ses charges.

Sur ce dernier point, les charges d'exploitation de l'Enseigne sont en baisse de - 3,9% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009 qui enregistrait de fortes dotations aux provisions au titre des nouveaux dispositifs de fin de carrière. Retraité de l'impact de ces dispositifs, l'économie sur les charges d'exploitation s'élève à 23 millions d'euros soit une baisse de - 1,1%.

Le résultat d'exploitation n'est pas représentatif de la performance de l'Enseigne. Il est calibré pour tendre vers l'équilibre, l'Enseigne ne facturant pas de marge dans ses relations avec les autres métiers. Les déficits enregistrés à chaque semestre sont liés principalement aux compléments de provisions, enregistrés dans le référentiel IFRS, pour tenir compte des adhésions probables aux nouveaux dispositifs de fin de carrière.

## BILAN DU GROUPE LA POSTE

---

Le total du bilan consolidé passe de 183,7 milliards d'euros au 31 décembre 2009 à 190,8 milliards d'euros au 30 juin 2010. L'augmentation de 7,1 milliards d'euros traduit principalement l'augmentation des encours gérés par La Banque Postale.

### Des capitaux propres part du groupe en hausse de 313 millions d'euros

Les capitaux propres part du Groupe s'élève à 4,4 milliards d'euros au 30 juin 2010 contre 4,1 milliards d'euros au 31 décembre 2009, soit une augmentation de 313 millions d'euros.

En millions d'euros	
Situation au 31 décembre 2009	<b>4 051</b>
Dividendes versés au titre de l'exercice 2009	-105
Comptabilisation du résultat net du Groupe	478
Variation des résultats latents sur instruments financiers	-77
Variation des écarts de conversion	52
Autres	-34
Situation au 30 juin 2010	<b>4 364</b>

### Une dette financière nette en baisse de 340 millions d'euros

Les éléments de dette et de trésorerie s'apprécient sur les activités industrielles et commerciales du Groupe, la gestion du bilan de la Banque Postale étant de nature différente.

La dette brute du Groupe s'élève à 7,3 milliards d'euros au 30 juin 2010 contre 7,0 milliards d'euros au 31 décembre 2009 traduisant des effets comptables d'ajustement à la juste valeur pour 173 millions d'euros et l'augmentation des dépôts reçus des établissements avec lesquels La Poste traite ses opérations de couverture à terme du risque de taux.

La trésorerie retracée au bilan<sup>1</sup> s'élève à 2,1 milliards d'euros au 30 juin 2010 contre 1,5 milliards d'euros au 31 décembre 2009. Les garanties encaissées au titre des opérations sur dérivés représentent 97 millions d'euros.

L'endettement net diminue de 340 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009 à 5,2 milliards d'euros.

### Une amélioration de la structure financière

#### Une augmentation des flux de trésorerie disponibles

Pour apprécier l'évolution des besoins de financement du groupe La Poste, La Banque Postale, autonome sur le plan du financement, est considérée par convention comme une société mise en équivalence. Les flux de trésorerie de LBP sont par conséquent intégrés dans le tableau de financement du Groupe via d'une part, les dividendes perçus par La Poste et d'autre part, les produits d'intégration fiscale perçus par La Poste sur sa filiale bancaire.

Les flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales s'élèvent à 642 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010, en progression de 33 millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009. Cette augmentation est liée notamment à :

---

<sup>1</sup> y compris éléments d'actifs rattachables aux dettes

- La progression de l'Excédent Brut d'Exploitation des activités industrielles et commerciales de 70 millions d'euros à 635 millions d'euros au 30 juin 2010 ;
- l'accélération de la baisse des encaisses des bureaux de poste et l'augmentation du profit d'intégration fiscale pour 53 millions d'euros ;
- compensée à hauteur de 86 millions d'euros par les besoins de trésorerie issus de l'augmentation du besoin en fonds de roulement au 30 juin 2010 liée notamment au décalage de l'encaissement de la contribution au financement du transport de presse.

Les dividendes reçus de La Banque Postale sont en forte croissance, après un exercice marqué par la crise financière, et viennent abonder les flux de trésorerie du Groupe à hauteur de 264 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Les besoins de financement au titre des investissements nets s'élèvent à 378 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 contre 592 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 :

- Les besoins de financement au titre des investissements industriels et commerciaux représentent 364 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010, en baisse de 198 millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009. Cette baisse marque notamment le fort ralentissement des investissements de modernisation relatif au Courrier, l'exercice 2009 constituant un point haut dans le cadre du programme CQC.
- Le solde est lié aux investissements de croissance externe pour 33 millions d'euros, aux acquisitions nettes de titres financiers pour 12 millions d'euros<sup>1</sup> et aux encaissements liés à des cessions d'immobilisations pour 31 millions d'euros.

Au global, les flux de trésorerie disponibles s'élèvent à 531 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 (y compris variation de change).

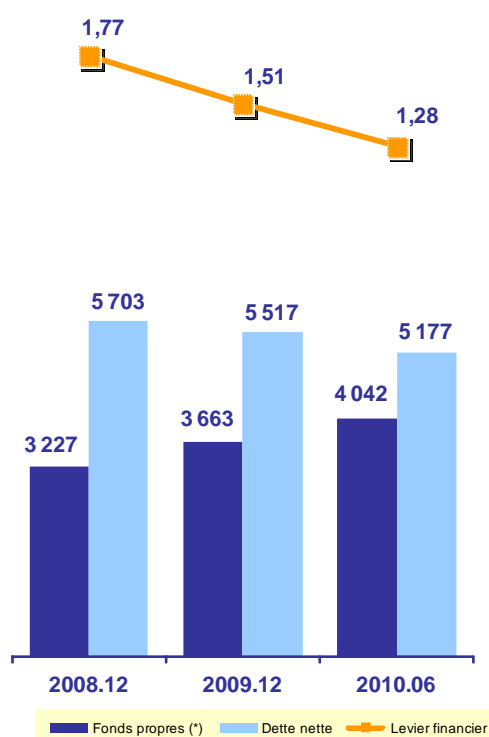
Ainsi, la gestion très rigoureuse du cash du groupe La Poste se traduit par un désendettement de 340 millions d'euros après paiement des dividendes (105 millions d'euros) et des charges nettes d'intérêts financiers (94 millions d'euros), le solde étant représenté par la variation de juste de valeur de la dette et de ses instruments de couverture (8 millions d'euros).

---

<sup>1</sup> Hors acquisitions des TCN avec échéance supérieure à 3 mois, considérées comme des placements de trésorerie d'un point de vue économique

## Levier financier

Compte tenu de la diminution de l'endettement net du Groupe, le levier financier (ratio dette nette / capitaux propres) passe de 1,51 au 31 décembre 2009 à 1,28 au 30 juin 2010.



(\*) données corrigées des résultats latents sur instruments financiers

## DONNEES SUR LA POSTE MAISON-MERE

En millions d'euros	2009.06	2010.06	Evolution	
			en M€	en %
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>7 760</b>	<b>7 764</b>	<b>+5</b>	<b>+0,1%</b>
Charges d'exploitation	-7 683	-7 721	-38	+0,5%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>77</b>	<b>43</b>	<b>-34</b>	<b>-44%</b>
Résultat financier	175	340	+165	+94%
Résultat exceptionnel	-8	-12	-4	+51%
Impôt sur les résultats	-1	16	+17	n.s.
<b>Résultat net</b>	<b>244</b>	<b>388</b>	<b>+144</b>	<b>+59%</b>

Les produits de la maison-mère sont constitués principalement par le chiffre d'affaire du Courrier et du Colis, les facturations de l'Enseigne à La Banque Postale et aux autres filiales, la facturation du groupement de moyens à La Banque Postale (personnels dédiés de la ligne commerciale bancaire et des centres financiers).

Les produits d'exploitation de La Poste sont restés stables à 7,8 milliards d'euros au 30 juin 2010. Par ailleurs, les charges d'exploitation connaissent une légère progression de +0,5%.

Le résultat d'exploitation de La Poste s'élève à 43 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une baisse de 34 millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

Le résultat financier (+340 millions) s'améliore de 165 millions d'euros. Il intègre notamment la charge financière liée à l'endettement, ainsi que les dividendes reçus des filiales.

L'impôt sur les résultats correspond à un crédit d'impôt. Il s'accroît du fait de l'impact positif de l'intégration fiscale.

Le résultat net passe de 244 millions d'euros au 30 juin 2009 à 388 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une augmentation de 144 millions d'euros.

## **PERSPECTIVES & EVENEMENTS POST-CLOTURE**

---

Les objectifs adoptés le 17 décembre 2009 par le Conseil d'administration de La Poste prévoyaient une quasi-stabilité du chiffre d'affaires consolidé, reflétant des évolutions très contrastées des différents métiers : poursuite d'une baisse des trafics (- 5,1 %) et développement de nouvelles offres devant permettre de contenir la baisse du chiffre d'affaires Courrier à - 3 %, reprise de la croissance du Colis / Express ( + 6,2 %), croissance soutenue de La Banque Postale (+ 6 % hors variation de la provision épargne logement).

Compte tenu des résultats définitifs de l'exercice 2009, l'objectif de résultat d'exploitation pour 2010 avait été relevé mi avril. L'objectif de La Poste était alors de stabiliser, hors éléments exceptionnels, sa marge opérationnelle par rapport à 2009.

Les résultats à mi-année, en avance sur le plan de marche en termes de chiffre d'affaires et de résultat d'exploitation, conduisent à réviser les objectifs 2010. L'activité devrait permettre une progression du chiffre d'affaires comprise entre 1 et 2 %. Le résultat d'exploitation devrait augmenter par rapport à 2009, hors éléments exceptionnels comme l'impact du projet de réforme des retraites sur les dispositifs de fin d'activité. Un résultat d'exploitation proche de celui de 2008 (886 M€) constitue désormais la cible du management.



# **LA POSTE**

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information  
financière semestrielle 2010**

**Comptes semestriels consolidés résumés  
Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010**

**KPMG AUDIT**  
*DEPARTEMENT DE KPMG SA*

**MAZARS**

**KPMG AUDIT**

***DEPARTEMENT DE KPMG SA***

1, COURS VALMY- 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

**MAZARS**

61 RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE

# **LA POSTE**

Siège Social : 44 boulevard de Vaugirard 75015 PARIS  
Société Anonyme au capital de 1 000 000 000 €  
N° Siren : 356 000 000

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Comptes semestriels consolidés résumés  
Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010

**KPMG AUDIT**

*DEPARTEMENT DE KPMG SA*

**MAZARS**

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par arrêté ministériel en date du 29 juin 2009 et en application de l'article 14 de la loi postale du 12 janvier 2010 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société La Poste, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

### **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et à Courbevoie, le 27 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

---

**KPMG AUDIT**  
*DEPARTEMENT DE KPMG SA*

François Caubriere

---

Isabelle Goalec

---

**MAZARS**

Guy Isimat-Mirin

---

Dominique Muller

---



*GROUPE LA POSTE*

# **ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RESUMES DU GROUPE LA POSTE**

**SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2010**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 26 août 2010**

## SOMMAIRE

### ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Compte de résultat consolidé	40
Bilan consolidé	41
État du résultat global consolidé	43
Variation des capitaux propres consolidés	44
Tableau des flux de trésorerie consolidés	47

### NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

#### GENERALITES

NOTE 1	Évènements significatifs intervenus au cours de l'exercice	48
NOTE 2	Règles et méthodes comptables	49
NOTE 3	Évènements postérieurs à la clôture	51
NOTE 4	Évolution du périmètre de consolidation	52
NOTE 5	Information sectorielle	52

#### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 6	Chiffre d'affaires des activités commerciales	57
NOTE 7	Produit net bancaire	60
NOTE 8	Achats et autres charges externes	61
NOTE 9	Charges de personnel et effectifs	61
NOTE 10	Autres charges et produits opérationnels	62
NOTE 11	Résultat financier	63
NOTE 12	Impôt sur le résultat	63

#### NOTES SUR LE BILAN

NOTE 13	Écarts d'acquisition	64
NOTE 14	Immobilisations incorporelles	65
NOTE 15	Immobilisations corporelles	66
NOTE 16	Participations dans les sociétés mises en équivalence	67
NOTE 17	Autres actifs des activités industrielles et commerciales	68
NOTE 18	Actifs financiers de l'activité bancaire	69
NOTE 19	Actifs et passifs destinés à être cédés	69
NOTE 20	Provisions pour risques et charges	70
NOTE 21	Emprunts obligataires et autres dettes financières	71
NOTE 22	Dettes nettes des activités industrielles et commerciales	73
NOTE 23	Avantages du personnel	75
NOTE 24	Passifs financiers de l'activité bancaire	77
NOTE 25	Dettes fournisseurs et autres dettes	78

#### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 26	Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres	79
NOTE 27	Transactions avec les parties liées	79
NOTE 28	Engagements hors bilan et passifs éventuels	79

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	NOTE ANNEXE	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Chiffre d'affaires Courrier		5 625	5 668	11 037
Chiffre d'affaires Express		1 631	1 480	3 089
Chiffre d'affaires Colis		686	665	1 367
Chiffre d'affaires Enseigne La Poste		16	13	32
Chiffre d'affaires Immobilier		4	6	10
<b>Chiffres d'affaires des activités commerciales</b>	<b>6</b>	<b>7 962</b>	<b>7 833</b>	<b>15 535</b>
Produits d'exploitation bancaire		3 719	4 273	7 946
Charges d'exploitation bancaire		(1 091)	(1 831)	(2 954)
<b>Produit net bancaire</b>	<b>7</b>	<b>2 628</b>	<b>2 441</b>	<b>4 992</b>
<b>Produits opérationnels</b>		<b>10 590</b>	<b>10 274</b>	<b>20 527</b>
Achats et autres charges	<b>8</b>	(2 947)	(2 887)	(5 938)
Charges de personnel	<b>9</b>	(6 389)	(6 424)	(12 625)
Impôts et taxes	<b>10</b>	(158)	(199)	(372)
Amortissements, provisions et pertes de valeur (1)	<b>10</b>	(467)	(347)	(939)
Autres charges et produits opérationnels (1)	<b>10</b>	49	43	112
Résultat des cessions d'actifs		(0)	(7)	(7)
<b>Charges opérationnelles nettes</b>		<b>(9 912)</b>	<b>(9 821)</b>	<b>(19 770)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>678</b>	<b>453</b>	<b>757</b>
Coût de l'endettement financier net		(86)	2	(128)
Autres éléments du résultat financier		(32)	(35)	(82)
<b>Résultat financier</b>	<b>11</b>	<b>(118)</b>	<b>(33)</b>	<b>(210)</b>
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b>		<b>560</b>	<b>420</b>	<b>547</b>
Impôt sur le résultat	<b>12</b>	(186)	(121)	(175)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		100	93	165
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>475</b>	<b>391</b>	<b>537</b>
<b>Part du groupe</b>		<b>478</b>	<b>388</b>	<b>531</b>
Part des minoritaires		(3)	3	6

(1) Les pertes sur créances irrécouvrables et le coût du risque de l'activité bancaire ont été reclassés des "Autres charges et Produits opérationnels" vers les "Amortissements, provisions et pertes de valeur" (voir note 10)



## BILAN CONSOLIDÉ

<b>ACTIF</b>	<b>NOTE ANNEXE</b>	<b>30/06/2010</b>	<b>31/12/2009</b>
<i>(en millions d'euros)</i>			
Ecart d'acquisition	<b>13</b>	1 381	1 362
Immobilisations incorporelles	<b>14</b>	654	622
Immobilisations corporelles	<b>15</b>	6 165	6 303
Participations dans les sociétés mises en équivalence	<b>16</b>	1 964	1 962
Autres actifs financiers non courants	<b>17</b>	557	448
Impôts différés actifs		13	11
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>10 734</b>	<b>10 709</b>
<b>Actifs courants bancaires</b>			
Prêts et créances sur la clientèle	<b>18</b>	35 355	33 065
Créances sur les établissements de crédit	<b>18</b>	73 270	73 953
Portefeuille de titres	<b>18</b>	59 190	52 660
Autres actifs financiers courants	<b>18</b>	908	2 020
Comptes de régularisation	<b>18</b>	2 605	2 947
Caisse, banque centrale	<b>18</b>	3 812	3 700
<b>Autres actifs courants</b>			
Stocks et en-cours	<b>17</b>	167	166
Créances clients et autres créances	<b>17</b>	2 429	2 278
Autres actifs financiers courants	<b>17</b>	825	163
Encaisse des bureaux de Poste		529	762
Créance d'impôt sur les bénéfices		13	7
Autres comptes de régularisation - Actif		103	88
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>17/22</b>	849	1 122
<b>Actifs destinés à être cédés</b>	<b>19</b>	44	31
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>180 097</b>	<b>172 961</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>190 831</b>	<b>183 671</b>

<b>PASSIF</b>	<b>NOTE ANNEXE</b>	<b>30/06/2010</b>	<b>31/12/2009</b>
<i>(en millions d'euros)</i>			
Apport initial et autres fonds propres / Capital social	<b>1</b>	1 000	2 258
Réserves		2 559	920
Résultat latent sur instruments financiers		322	388
Réserve de conversion		5	(47)
Résultat de l'exercice part du groupe		478	531
<b>Capitaux propres part du groupe</b>		<b>4 364</b>	<b>4 051</b>
Intérêts minoritaires		31	52
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>4 395</b>	<b>4 103</b>
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	<b>21/22</b>	5 793	6 302
Avantages du personnel - dette non courante	<b>23</b>	1 482	1 452
Provisions pour risques et charges non courantes	<b>20</b>	89	90
Impôts différés passifs		113	86
Autres dettes non courantes		1	2
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>7 478</b>	<b>7 931</b>
<b>Provisions pour risques et charges courantes</b>			
Provisions pour risques et charges spécifiques aux activités bancaires et d'assurance	<b>20</b>	622	604
Provisions pour risques et charges courantes	<b>20</b>	248	254
<b>Emprunts obligataires et dettes financières à court terme</b>	<b>21/22</b>	1 478	720
<b>Passifs courants bancaires</b>			
Dettes financières	<b>24</b>	17 418	10 401
Dettes envers la clientèle		150 537	149 808
Autres passifs financiers		1 208	1 079
Comptes de régularisation		3 152	4 036
<b>Autres passifs courants</b>			
Dettes fournisseurs et autres dettes	<b>25</b>	3 532	3 904
Etat - Impôt sur les bénéfices		52	152
Avantages du personnel - dette courante	<b>23</b>	505	495
Autres comptes de régularisation - Passif		205	182
<b>Passifs destinés à être cédés</b>	<b>19</b>	0	0
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>178 958</b>	<b>171 636</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>190 831</b>	<b>183 671</b>

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>475</b>	<b>391</b>	<b>537</b>
<b>ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES</b>			
Variation des résultats latents sur instruments financiers <i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>	(45) 14	140	198 47
Ecart de conversion <i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>	32	15	13
Quote part des autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence <i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	(13) (33)	46 25	198 164
<i>- autres résultats latents sur instruments financiers</i>	1		(1)
<i>- réserves de conversion</i>	19	21	35
<b>Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)</b>	<b>(26)</b>	<b>201</b>	<b>410</b>
<b>Résultat global</b>	<b>449</b>	<b>592</b>	<b>947</b>
<b>Résultat global part du groupe</b>	<b>452</b>	<b>589</b>	<b>941</b>
Résultat global part des minoritaires	(3)	3	6

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

- Au 30 juin 2010

Montants nets d'impôt  
(en millions d'euros)

	Apport / Capital social	Résultat non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres consolidés au 31/12/2009</b>	<b>2 258</b>	<b>531</b>	<b>(47)</b>	<b>263</b>	<b>125</b>	<b>920</b>	<b>4 051</b>	<b>52</b>	<b>4 103</b>
Création d'un capital social (transformation en SA, cf. note 1)	(1 258)					1 258	-		-
Distribution de dividendes		(105)					(105)	(2)	(107)
Options sur minoritaires (1)						(19)	(19)		(19)
Affectation du résultat 2009		(426)				426	-		-
Résultat global de la période		478	52	(33)	(44)		452	(3)	449
<i>Dont - Résultat net</i>		478					478	(3)	475
<i>- Autres éléments du résultat global</i>			52	(33)	(44)		(26)	-	(26)
Autres (2)					11	(27)	(16)	(15)	(31)
<b>Capitaux propres consolidés au 30/06/2010</b>	<b>1 000</b>	<b>478</b>	<b>5</b>	<b>230</b>	<b>92</b>	<b>2 559</b>	<b>4 364</b>	<b>31</b>	<b>4 395</b>

(1) La variation de la période correspond à la mise à jour de la juste valeur des options sur minoritaires

(2) Correspond essentiellement à l'écart d'acquisition de 12 M€ généré lors du rachat des intérêts minoritaires de Mediapost, ainsi qu'un reclassement d'un montant de 11 M€ vers les résultats latents sur instruments financiers effectué par La Banque Postale

• Au 30 Juin 2009

Montants nets d'impôt  
(en millions d'euros)

	Apport	Résultat non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres consolidés au 31/12/2008</b>	<b>2 258</b>	<b>529</b>	<b>(94)</b>	<b>98</b>	<b>(73)</b>	<b>533</b>	<b>3 252</b>	<b>64</b>	<b>3 316</b>
Distribution de dividendes		(106)					(106)	(2)	(107)
Affectation du résultat 2008		(423)				423	-		-
Résultat global de la période*		388	36	25	140		589	3	592
<i>Dont - Résultat net</i>		388					388	3	391
<i>- Autres éléments du résultat global</i>			36	25	140	-	201		201
Autres						(4)	(4)		(4)
<b>Capitaux propres consolidés au 30/06/2009</b>	<b>2 258</b>	<b>388</b>	<b>(58)</b>	<b>124</b>	<b>67</b>	<b>952</b>	<b>3 731</b>	<b>65</b>	<b>3 797</b>

\* La variation des "Autres résultats latents sur instruments financiers" au 30 juin 2009 comprend un ajustement de +36 M€, provenant d'une modification dans le calcul de la juste valeur des swaps utilisés par La Banque Postale dans le cadre de la macro-couverture des dépôts à vue

## • Au 31 Décembre 2009

 Montants nets d'impôt  
 (en millions d'euros)

	Apport	Résultat non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres consolidés au 31/12/2008</b>	<b>2 258</b>	<b>529</b>	<b>(94)</b>	<b>98</b>	<b>(73)</b>	<b>533</b>	<b>3 252</b>	<b>64</b>	<b>3 316</b>
Distribution de dividendes		(106)					(106)	(2)	(107)
Options sur minoritaires						(33)	(33)		(33)
Affectation du résultat 2008		(423)				423	-		-
Résultat global de la période (*)		531	48	164	198		941	6	947
<i>Dont - Résultat net</i>		531					531	6	537
<i>- Autres éléments du résultat global</i>			48	164	198		410	-	410
Autres						(3)	(3)	(16)	(19)
<b>Capitaux propres consolidés au 31/12/2009</b>	<b>2 258</b>	<b>531</b>	<b>(47)</b>	<b>263</b>	<b>125</b>	<b>920</b>	<b>4 051</b>	<b>52</b>	<b>4 103</b>

(\*) La variation des "Autres résultats latents sur instruments financiers" au 31 décembre 2009 comprend un ajustement de +36 M€, provenant d'une modification dans le calcul de la juste valeur des swaps utilisés par La Banque Postale dans le cadre de la macro-couverture des dépôts à vue.

## TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en millions d'euros

	30/06/2010			30/06/2009			31/12/09		
	Groupe	Comm. et indust.	La Banque Postale	Groupe	Comm. et indust.	La Banque Postale	Groupe	Comm. et indust.	La Banque Postale
<b>Excédent Brut d'exploitation</b>	<b>1 160</b>	<b>635</b>	<b>525</b>	<b>901</b>	<b>565</b>	<b>336</b>	<b>1 867</b>	<b>1 074</b>	<b>793</b>
Réintégration dans la CAF des mouvements de provisions sur actifs circulants et des créances irrécouvrables	(36)	(7)	(29)	(31)	(10)	(22)	(80)	(29)	(51)
Produits et charges financières divers	(3)	(3)	0	3	3	0	(4)	(4)	0
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>1 121</b>	<b>625</b>	<b>496</b>	<b>873</b>	<b>559</b>	<b>314</b>	<b>1 783</b>	<b>1 041</b>	<b>742</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	(366)	(275)	(91)	(232)	(189)	(43)	(17)	152	(169)
Variation de l'encaisse des bureaux de poste	234	234		226	226		71	71	
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	(83)		(83)	(347)		(347)	(389)		(389)
Impôts payés	(114)	57	(171)	57	12	45	(91)	5	(96)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	89	1	88	85	2	83	90	7	83
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>880</b>	<b>642</b>	<b>238</b>	<b>661</b>	<b>609</b>	<b>52</b>	<b>1 448</b>	<b>1 277</b>	<b>172</b>
Achat d'actifs incorporels et corporels	(436)	(364)	(72)	(631)	(562)	(69)	(1 237)	(1 060)	(177)
Achat d'actifs financiers	(725)	(719)	(6)	(234)	(225)	(9)	(37)	(23)	(14)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	31	31	0	37	37		202	201	1
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	19	7	12	1	0	1	12	11	1
Incidences des variations de périmètre	(37)	(33)	(4)	(43)	(42)	(1)	(82)	(66)	(16)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>(1 147)</b>	<b>(1 078)</b>	<b>(69)</b>	<b>(870)</b>	<b>(792)</b>	<b>(78)</b>	<b>(1 141)</b>	<b>(937)</b>	<b>(204)</b>
Dividendes versés	(102)	159	(261)	(107)	(11)	(96)	(107)	(11)	(96)
Intérêts financiers versés	(42)	(42)	0	(66)	(65)	(0)	(223)	(223)	0
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	2	2		824	824		654	654	
Remboursements des emprunts	(16)	(16)		(765)	(765)		(784)	(784)	
Autres flux liés aux opérations de financement	143	142	1	(3)	(3)		39	38	1
Flux intragroupe		(90)	90		(122)	122		(128)	128
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>(15)</b>	<b>155</b>	<b>(170)</b>	<b>(118)</b>	<b>(143)</b>	<b>26</b>	<b>(421)</b>	<b>(454)</b>	<b>33</b>
Incidence des filiales destinées à être cédées	(0)	(0)		(0)	(0)		(0)	(0)	
Incidence des variations des cours des devises	4	4		0	0		(0)	(0)	
<b>Variation de Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)</b>	<b>(278)</b>	<b>(278)</b>	<b>0</b>	<b>(325)</b>	<b>(325)</b>	<b>0</b>	<b>(114)</b>	<b>(114)</b>	<b>0</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture (2)	1 093	1 093		1 207	1 207		1 207	1 207	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (2)	815	815		882	882		1 093	1 093	

(1) hors encaisse des bureaux de poste

(2) y compris concours bancaires classés en dettes financières courantes (34 M€ au 30/06/2010, 29 M€ au 31/12/2009)

(3) dont acquisition de TCN à échéance supérieure à 3 mois pour 700 M€ au 30 juin 2010, (200 M€ au 30 juin 2009 et 0 au 31 décembre 2009)

- Hors acquisition des TCN avec échéance supérieure à 3 mois à l'origine (700 M€ au 30 juin 2010, cf. note 17), traitée comme un achat d'actifs financiers dans le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentent une amélioration de 422 M€ sur le semestre.
- La dette nette des activités industrielles et commerciales (qui inclut la Trésorerie et les équivalents de Trésorerie) présente une amélioration de 340 M€ au cours du premier semestre 2010 (cf. en note 22 le calcul et l'évolution de la dette nette).

# GENERALITES

---

## NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PERIODE

---

### 1.1 Changement de statut de La Poste

La loi sur le changement de statut de La Poste a été adoptée par le Sénat le 23 décembre 2009 et par l'Assemblée Nationale le 12 janvier 2010, et publiée au Journal officiel le 10 février 2010. En application de ce texte, La Poste est devenue le 1<sup>er</sup> mars 2010 une Société Anonyme détenue exclusivement par des capitaux publics (État ou personnes morales de droit public), à l'exception de la part éventuellement réservée au personnel de La Poste.

Un décret d'application, publié au Journal officiel le 27 février 2010, a défini les modalités transitoires de gouvernance, ainsi que les statuts initiaux de La Poste S.A, dont le capital social est fixé à 1 milliard d'euros, divisé en 500 millions d'actions de 2 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées. Comme le montant des apports réalisés par l'Etat à l'établissement public présentait au 31 décembre 2009 un montant total de 2258 M€, un reclassement de 1 258 M€ de la ligne « Apport initial / Capital social » vers les « Autres réserves » a été réalisé au premier semestre 2010. Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2010 fait apparaître ce reclassement.



## NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

La Poste, société mère du groupe La Poste (« le groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 44 boulevard de Vaugirard à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe La poste au 30 juin 2010 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 26 août 2010).

### I- Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2010 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2010 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2009.

### II- Principes comptables

A l'exception des normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2010 décrites ci-dessous, les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes semestriels résumés du groupe La Poste au 30 juin 2010 sont identiques à ceux retenus pour les comptes annuels au 31 décembre 2009. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2009.

#### II-1 Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2010

- **IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, et IAS 27 – États financiers consolidés et individuels, révisées en janvier 2008**

Les normes IAS 27 et IFRS 3 révisées sont d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Leur application est prospective.

La norme IAS 27 révisée pose le principe d'une présentation des états financiers consolidés du point de vue d'une entité économique unique. En conséquence, les variations de pourcentage d'intérêt de la société mère dans une filiale qui ne génèrent pas une perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres. Ce principe était déjà appliqué par le Groupe en ce qui concerne les rachats d'intérêts minoritaires.

La norme IFRS 3 révisée apporte un certain nombre de modifications à la méthode de l'acquisition appliquée lors de regroupements d'entreprises, notamment :

- l'option d'évaluer les intérêts minoritaires à leur juste valeur (méthode du « goodwill complet »)
- la comptabilisation de tous les ajustements de prix dès la date d'acquisition
- la comptabilisation en charges des frais directs liés à l'acquisition
- lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, le goodwill est calculé à la date de prise de contrôle, et la participation antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur par résultat

L'application de ces normes révisées n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2010.

Par ailleurs, l'application des textes suivants n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2010 :

- Amendements à IFRS 2 – *Transactions cash settled intragroupe*
- Amendement à IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Éléments couverts éligibles*
- Améliorations de différentes normes IFRS, publiées en avril 2009
- IFRIC 12 – *Accords de concessions de services*
- IFRIC 15 – *Accords de construction immobilière*
- IFRIC 16 – *Couverture d'investissement net à l'étranger*
- IFRIC 17 – *Distribution en nature aux actionnaires*
- IFRIC 18 – *Comptabilisation des contributions reçues de clients sous la forme de transfert d'actifs*

## II-2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2010 et non appliquées par anticipation

Le groupe La Poste n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations suivantes, dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2010 :

- IAS 24 – *Informations relatives aux parties liées*, révisée en novembre 2009
- Amendements à IAS 32 – *Classement des droits de souscription émis*
- Améliorations de différentes normes IFRS, publiées en mai 2010
- Amendement à IFRIC 14
- IFRIC 19 – *Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres*

L'application de ces normes et interprétations ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Par ailleurs, les impacts potentiels de la norme IFRS 9 – *Instruments financiers*, publiée par l'IASB en novembre 2009 et non encore adoptée par l'Union européenne sont en cours d'analyse.

## III- Recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit

- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place

### **NOTE 3      ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE**

---

Aucun évènement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes du Groupe ne s'est produit postérieurement à la clôture.

## NOTE 4 ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les principales variations par rapport au périmètre de consolidation du Groupe figurant en annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2009 sont présentées ci-dessous.

### 4.1. Principaux mouvements du semestre

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010 il n'y a pas eu d'acquisition ou de sortie de périmètre ayant des effets significatifs sur les comptes consolidés au 30 juin 2010.

Les mouvements pris en compte dans l'évolution du compte de résultat à périmètre et change constant (§ 4.2) correspondent essentiellement à des entrées de périmètre réalisées courant 2009 et dont l'effet est neutralisé sur les deux périodes.

### 4.2. Compte de résultat à périmètre et change constants

(en millions d'euros)	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	30/06/10	30/06/09	30/06/10	30/06/09
<b>Chiffre d'affaires et PNB</b>	<b>10 590</b>	<b>10 274</b>	<b>10 533</b>	<b>10 277</b>
Achats et autres charges	(2 947)	(2 887)	(2 919)	(2 890)
Charges de personnel	(6 389)	(6 424)	(6 366)	(6 419)
Impôts et taxes	(158)	(199)	(158)	(199)
Amortissements et provisions	(467)	(347)	(464)	(346)
Autres charges et produits opérationnels courants	49	43	47	43
Résultat avant impôt des cessions d'actifs	(0)	(7)	(1)	(7)
<b>Charges opérationnelles nettes</b>	<b>(9 912)</b>	<b>(9 821)</b>	<b>(9 861)</b>	<b>(9 817)</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>678</b>	<b>453</b>	<b>672</b>	<b>459</b>

## NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE

### 5.1 Définition des secteurs opérationnels

La définition des secteurs opérationnels retenus en matière d'information sectorielle est basée sur l'organisation en matière de pilotage existante au sein du groupe La Poste. Un secteur d'activité est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction du Groupe, en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants :

- nature des produits distribués ;
- type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés ;
- processus de production et réseau de distribution ;
- environnement règlementaire.

L'activité du groupe La Poste comprend six secteurs opérationnels : Courrier, Colis, Express, Activité bancaire, Immobilier, et l'Enseigne La Poste. Pour la présentation de son information sectorielle, le Groupe a choisi de regrouper les secteurs opérationnels « Colis » et « Express », dans la mesure où ceux-ci présentent des caractéristiques économiques similaires.

Par ailleurs, le coût des fonctions centrales ainsi que la contribution résiduelle à l'aménagement du territoire ne sont pas affectés à un secteur.

#### **Courrier**

Le secteur opérationnel Courrier comprend l'ensemble de l'activité Courrier de La Poste (collecte, tri et distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les sociétés du sous-groupe Sofipost.

#### **Colis - Express**

L'activité Colis correspond à l'ensemble de l'activité réalisée par La Poste sous la marque ColiPoste.

L'activité Express est représentée par les marques du sous-groupe GeoPost, en particulier DPD, Chronopost, Exapaq, Seur et Parceline.

#### **Activité Bancaire**

Le secteur opérationnel de l'Activité Bancaire comprend l'activité du sous-groupe La Banque Postale.

#### **Enseigne La Poste**

Le secteur Enseigne La Poste comprend les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du groupe La Poste, et d'autres produits externes.

#### **Immobilier**

Ce secteur assure la gestion du parc immobilier regroupé dans le sous-groupe Poste Immo et comprend également l'activité de la direction immobilière de La Poste.

## **5.2 Information sectorielle**

Les principes comptables appliqués pour établir l'information sectorielle sont les mêmes que ceux utilisés pour les comptes consolidés, tels que décrits en note 2.

Les résultats, actifs et passifs alloués aux secteurs d'activité correspondent aux résultats, actifs et passifs qui sont affectables aux secteurs d'activité de façon directe et indirecte.

Les montants non affectés aux secteurs d'activité correspondent principalement aux activités « Corporate » des directions du siège et sont identifiés dans la colonne « non affectés » de l'information sectorielle ci-après. Notamment, la trésorerie et l'endettement du Groupe ne sont pas affectés par secteur.

**Segmentation du chiffre d'affaires** : la segmentation du chiffre d'affaires de La Poste entre les activités Courrier et Colis est effectuée sur la base d'informations comptables, ainsi que des données statistiques permettant d'identifier et d'analyser les flux physiques des objets acheminés et distribués par les deux secteurs d'activité.

**Segmentation des charges opérationnelles** : compte tenu de la coexistence au sein de La Poste des acteurs Courrier, Colis, Activité bancaire et Enseigne La Poste, et de la forte imbrication des processus de production de ces activités, La Poste a défini des principes de comptabilité analytique afin de répartir les charges mutualisées entre les différents secteurs et de déterminer ainsi le résultat de chacun.

Le système de comptabilité analytique de La Poste repose sur les principes suivants :

- les principales prestations mutualisées entre Courrier et Colis (collecte-concentration, tri transit, distribution) sont refacturées sur la base d'une tarification à l'objet ou d'un forfait ;

- la refacturation des charges de guichet des bureaux de poste de l'Enseigne s'effectue aux métiers utilisateurs du réseau sur la base de conventions de services dont les modalités de tarification sont fondées sur des inducteurs opérationnels mesurables (chiffre d'affaires, statistiques mesurant le temps nécessaire à la réalisation des différentes opérations,...).

**Segmentation de l'actif immobilisé** : les immobilisations incorporelles et corporelles sont réparties sur la base de l'affectation par métier des biens correspondants dans le système comptable de La Poste. Depuis l'exercice 2005, les actifs immobiliers détenus par La Poste et le sous-groupe Poste Immo sont affectés en totalité au secteur Immobilier.

a) Présentation du compte de résultat par secteur opérationnel

Les principaux agrégats du compte de résultat se décomposent comme suit entre les différents secteurs opérationnels :

• Au 30 juin 2010

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Non Affecté	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 624	2 317	2 628	16	4	0		10 590
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	318	13	12	2 075	361	420	(3 199)	
<b>Produits opérationnels</b>	<b>5 943</b>	<b>2 330</b>	<b>2 640</b>	<b>2 091</b>	<b>365</b>	<b>420</b>	<b>(3 199)</b>	<b>10 590</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>240</b>	<b>171</b>	<b>426</b>	<b>(32)</b>	<b>25</b>	<b>(152)</b>	<b>(0)</b>	<b>678</b>
<b>Résultat financier</b>						(118)		(118)
Impôt sur le résultat						(186)		(186)
Quote part de résultat des MEE	(0)	(1)	101		0			100
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>								<b>475</b>
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(142)	(52)	(84)	(18)	(100)	(71)		(467)

• Au 30 juin 2009

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Non Affecté	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 668	2 145	2 441	13	6	0		10 274
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	320	12	18	2 219	363	430	(3 362)	
<b>Produits opérationnels</b>	<b>5 988</b>	<b>2 157</b>	<b>2 459</b>	<b>2 233</b>	<b>368</b>	<b>430</b>	<b>(3 362)</b>	<b>10 274</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>212</b>	<b>156</b>	<b>305</b>	<b>(84)</b>	<b>26</b>	<b>(163)</b>	<b>0</b>	<b>453</b>
<b>Résultat financier</b>						(33)		(33)
Impôt sur le résultat						(121)		(121)
Quote part de résultat des MEE	(1)	1	92		1			93
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>								<b>391</b>
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(91)	(55)	(39)	(16)	(91)	(54)		(347)

• Au 31 décembre 2009

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activité Bancaire	Enseigne	Immobilier	Non Affecté	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	11 037	4 456	4 992	32	9	1		20 527
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	628	23	27	4 454	745	865	(6 742)	
<b>Produits opérationnels</b>	<b>11 665</b>	<b>4 479</b>	<b>5 019</b>	<b>4 486</b>	<b>754</b>	<b>865</b>	<b>(6 742)</b>	<b>20 527</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>179</b>	<b>324</b>	<b>612</b>	<b>(56)</b>	<b>54</b>	<b>(355)</b>	<b>0</b>	<b>757</b>
<b>Résultat financier</b>						(210)		(210)
Impôt sur le résultat						(175)		(175)
Quote part de résultat des MEE	(1)	(21)	186		2			165
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>								<b>537</b>
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(311)	(125)	(133)	(51)	(196)	(124)	0	(939)

**b) Présentation des principaux éléments du bilan par secteur opérationnel**

Les principaux éléments du bilan peuvent être affectés aux différents secteurs opérationnels de la façon suivante :

- **Au 30 juin 2010**

(en millions d'euros)

<b>ACTIFS</b>	<b>Courrier</b>	<b>Colis - Express</b>	<b>Activité Bancaire</b>	<b>Enseigne La Poste</b>	<b>Immobilier</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Eliminations</b>	<b>Total</b>
Immobilisations incorporelles et corporelles et goodwill	1 178	1 809	732	159	3 787	546	(12)	<b>8 199</b>
Titres mis en équivalence	20	70	1 857	0	17		0	<b>1 964</b>
Autres actifs non courants	25	24	139	9	11	2 836	(2 473)	<b>570</b>
Actifs courants	1 829	787	175 251	577	380	1 844	(571)	<b>180 097</b>
<b>Total actifs consolidés</b>	<b>3 052</b>	<b>2 689</b>	<b>177 979</b>	<b>745</b>	<b>4 196</b>	<b>5 226</b>	<b>(3 057)</b>	<b>190 831</b>
<b>Investissements</b>	157	52	82	39	103	767	0	<b>1 200</b>
<b>PASSIFS</b>	<b>Courrier</b>	<b>Colis - Express</b>	<b>Activité Bancaire</b>	<b>Enseigne La Poste</b>	<b>Immobilier</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Eliminations</b>	<b>Total</b>
Fonds propres						4 395		<b>4 395</b>
Emprunts obligataires et dettes financières (Courants et non courants)	191	806	0	7	1 451	7 592	(2 777)	<b>7 271</b>
Passifs non courants	789	134	180	527	39	17	0	<b>1 685</b>
Passifs courants	1 922	707	170 435	587	159	3 971	(301)	<b>177 480</b>
<b>Total passifs consolidés</b>	<b>2 902</b>	<b>1 647</b>	<b>170 615</b>	<b>1 121</b>	<b>1 649</b>	<b>15 975</b>	<b>(3 078)</b>	<b>190 831</b>

- **Au 31 décembre 2009**

en millions d'euros

<b>ACTIFS</b>	<b>Courrier</b>	<b>Colis - Express</b>	<b>Activité Bancaire</b>	<b>Enseigne La Poste</b>	<b>Immobilier</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Eliminations</b>	<b>Total</b>
Immobilisations incorporelles et corporelles et goodwill	1 236	1 792	712	147	3 834	579	(12)	<b>8 288</b>
Titres mis en équivalence	19	69	1 857	0	17		0	<b>1 962</b>
Autres actifs non courants	27	46	144	10	11	1 828	(1 613)	<b>453</b>
Actifs courants	1 760	725	168 423	732	462	1 618	(752)	<b>172 968</b>
<b>Total actifs consolidés</b>	<b>3 041</b>	<b>2 633</b>	<b>171 137</b>	<b>889</b>	<b>4 325</b>	<b>4 024</b>	<b>(2 378)</b>	<b>183 671</b>
<b>Investissements</b>	330	190	208	61	379	221	0	<b>1 390</b>
<b>PASSIFS</b>	<b>Courrier</b>	<b>Colis - Express</b>	<b>Activité Bancaire</b>	<b>Enseigne La Poste</b>	<b>Immobilier</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Eliminations</b>	<b>Total</b>
Fonds propres						4 103		<b>4 103</b>
Emprunts obligataires et dettes financières (Courants et non courants)	168	858	0	7	506	7 460	(1 977)	<b>7 022</b>
Passifs non courants	794	125	180	502	31	(1)	0	<b>1 629</b>
Passifs courants	2 046	701	162 873	616	175	4 908	(402)	<b>170 917</b>
<b>Total passifs consolidés</b>	<b>3 008</b>	<b>1 685</b>	<b>163 052</b>	<b>1 125</b>	<b>711</b>	<b>16 469</b>	<b>(2 379)</b>	<b>183 671</b>



## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### NOTE 6 CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITES COMMERCIALES

Le chiffre d'affaires des activités commerciales du Groupe La Poste provient des secteurs Courrier (courrier national et international), Express, Colis, ainsi que de l'activité exercée par l'Enseigne La Poste et le secteur Immobilier. Il se ventile de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Chiffre d'affaires Courrier	5 625	5 668	11 037
<i>Dont Courrier national</i>	5 258	5 308	10 335
<i>Dont Courrier international</i>	367	360	703
Chiffre d'affaires Express	1 631	1 480	3 089
Chiffre d'affaires Colis	686	665	1 367
Chiffre d'affaires Enseigne La Poste	16	13	32
Chiffre d'affaires Immobilier	4	6	10
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>7 962</b>	<b>7 833</b>	<b>15 535</b>

Le chiffre d'affaires Courrier national se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Courrier entreprises et administrations et services annexes	3 752	3 782	7 332
Courrier affranchissement Guichet	1 011	1 038	2 030
Contribution presse versée par l'Etat	121	121	242
Autres prestations de services	374	367	731
<b>Total</b>	<b>5 258</b>	<b>5 308</b>	<b>10 335</b>

Le chiffre d'affaires Courrier Entreprises et Administrations est constitué principalement du chiffre d'affaires lié aux machines à affranchir, aux produits Postimpact, Postcontact, Destineo et Tem'post ainsi qu'aux contrats de collecte et de remise du courrier à domicile.

La contribution presse correspond à la rémunération contractuelle versée par l'Etat en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse.

Les autres prestations de services du Courrier correspondent aux activités des filiales de Sofipost pour 374 millions d'euros (367 millions d'euros au 30 juin 2009), constituée principalement par le chiffre d'affaires des sociétés :

- Mediapost, leader de la publicité non adressée en boîtes aux lettres et spécialiste du géomarketing pour 172 millions d'euros (177 millions d'euros au 30 juin 2009),
- Dynapost, spécialiste du traitement intégré du courrier des entreprises pour 28 millions d'euros (25 millions d'euros au 30 juin 2009),
- Asphéria et Orsid, opérateurs en solutions éditiques et traitement industriel de documents pour 51 millions d'euros (45 millions d'euros au 30 juin 2009),
- Extelia, spécialiste du traitement industriel de documents et de données pour 83 millions d'euros (85 millions d'euros au 30 juin 2009).

**Le chiffre d'affaires Courrier international se décompose de la façon suivante :**

(en millions d'euros)	<b>30/06/2010</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>31/12/2009</b>
Frais terminaux	80	83	158
Autres produits du Courrier international	287	277	544
<b>Total</b>	<b>367</b>	<b>360</b>	<b>703</b>

□ Les frais terminaux correspondent à la rémunération perçue par La Poste au titre de la distribution en France du courrier en provenance de l'étranger. Ils sont évalués en date de clôture sur la base des estimations de poids et de nombres d'objets distribués connues à cette date.

□ Les autres produits du Courrier international correspondent :

- pour La Poste, au chiffre d'affaires réalisé avec les entreprises et administrations pour 115 millions d'euros (116 millions d'euros au 30 juin 2009),
- au chiffre d'affaires des filiales étrangères, notamment de la filiale Brokers à hauteur de 37 millions d'euros (38 millions d'euros au 30 juin 2009) qui offre une gamme de services aux grands émetteurs américains de courrier international à destination de l'Europe (collecte, travaux de préparation, mise sous pli, affranchissement, adressage, etc.).

**Le chiffre d'affaires du secteur Express** est réalisé intégralement par le sous-groupe GeoPost, et se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	<b>30/06/2010</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>31/12/2009</b>
Express Zone France	467	418	847
Express Zone Etranger	1 164	1 063	2 242
<b>Total</b>	<b>1 631</b>	<b>1 480</b>	<b>3 089</b>

**Le chiffre d'affaires du secteur Colis se décompose de la façon suivante :**

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Colis affranchissement Guichet	216	211	436
Autres produits du Colis	470	454	931
<b>Total</b>	<b>686</b>	<b>665</b>	<b>1 367</b>

Les autres produits du Colis sont générés par l'activité de ColiPoste, opérateur de La Poste maison mère, avec les entreprises et les administrations.

**Le chiffre d'affaires Enseigne La Poste** enregistre les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

**Le chiffre d'affaires Immobilier** correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

## NOTE 7 PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit Net Bancaire du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>2 590</b>	<b>3 131</b>	<b>5 518</b>
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	873	1 409	2 347
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	732	667	1 348
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, et opérations de couverture	985	1 055	1 823
<b>Intérêts et charges assimilés</b>	<b>(1 009)</b>	<b>(1 747)</b>	<b>(2 607)</b>
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	(24)	(65)	(86)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	(836)	(1 420)	(2 327)
Intérêts sur dettes représentées par un titre et opérations de couverture	(149)	(263)	(195)
<b>Produits de commissions</b>	<b>1 045</b>	<b>913</b>	<b>1 922</b>
<b>Charges de commissions</b>	<b>(116)</b>	<b>(101)</b>	<b>(215)</b>
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat</b>	<b>(5)</b>	<b>127</b>	<b>160</b>
<b>Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente</b>	<b>88</b>	<b>92</b>	<b>162</b>
<b>Marge des activités d'assurance</b>	<b>33</b>	<b>25</b>	<b>54</b>
<b>Produits et charges des autres activités</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>(1)</b>
<b>Total PNB</b>	<b>2 628</b>	<b>2 441</b>	<b>4 992</b>
<b>Total produits</b>	<b>3 719</b>	<b>4 273</b>	<b>7 946</b>
<b>Total charges</b>	<b>(1 091)</b>	<b>(1 832)</b>	<b>(2 954)</b>

## NOTE 8 ACHATS ET AUTRES CHARGES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Services extérieurs et sous-traitance générale	577	562	1 177
Achats	242	268	509
Sous-traitance transport	1 256	1 161	2 445
Prestations du courrier international	96	91	174
Locations	291	298	629
Entretiens et réparations	166	174	361
Frais de télécommunications	77	87	168
Déplacements, missions	83	86	167
Autres charges	160	161	309
<b>Total</b>	<b>2 947</b>	<b>2 887</b>	<b>5 938</b>

## NOTE 9 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

### 9.1 Charges de personnel

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 339	4 281	8 406
Cotisations retraites	750	794	1 585
Autres charges sociales	773	743	1 471
Prestations d'actions sociales	102	97	212
Variation des provisions postérieures à l'emploi	(13)	(25)	(223)
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	(9)	7	(5)
Variation des autres provisions sur le personnel	22	114	354
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	426	413	826
<b>Total</b>	<b>6 389</b>	<b>6 424</b>	<b>12 625</b>

La ligne « Cotisations retraites » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. A la suite de la mise en place du nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'État rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

La diminution de cette charge de cotisation provient de la diminution du taux intervenu en 2010 ainsi que de la baisse des effectifs de fonctionnaires.

## 9.2 Effectif moyen

L'effectif moyen évolue de la façon suivante :

	30/06/2010	30/06/2009
<b>Effectif moyen (en équivalent agent / année)</b>	<b>278 531</b>	<b>288 329</b>

## NOTE 10 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Impôts locaux	(73)	(71)	(143)
Autres impôts et taxes	(85)	(128)	(229)
<b>Impôts et taxes</b>	<b>(158)</b>	<b>(199)</b>	<b>(372)</b>
Amortissements nets	(422)	(388)	(836)
Ecart d'acquisition	0	0	(19)
Pertes de valeur sur immobilisations	(6)	2	(4)
Pertes de valeur sur actif circulant	(3)	2	(0)
Pertes sur créances irrécouvrables (*)	(4)	(11)	(29)
Provisions pour risques et charges	(3)	71	(0)
Coût du risque de l'activité bancaire (*)	(29)	(22)	(52)
<b>Amortissements et provisions</b>	<b>(467)</b>	<b>(347)</b>	<b>(939)</b>
Production immobilisée	43	35	99
Production stockée	0	0	2
Redevances	(7)	(6)	(15)
Autres produits et charges opérationnels courants	13	14	26
<b>Autres charges et produits opérationnels</b>	<b>49</b>	<b>43</b>	<b>112</b>

(\*) Les pertes sur créances irrécouvrables et le coût du risque de l'activité bancaire ont été reclassés du poste "Autres charges et produits opérationnels" vers le poste "Amortissements et provisions"

La Loi de Finance pour 2010 a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle, et l'a remplacée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 par une Contribution Économique Territoriale (CET), composée d'une Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Elle a également reconduit le régime dérogatoire dont bénéficiait La Poste.

A ce titre, la Poste bénéficie en 2010 d'un abattement de 85 % sur les bases de la CFE et des taxes foncières sur les locaux professionnels. Cet abattement est la contrepartie des contraintes de desserte de l'ensemble du territoire national et de la participation à l'aménagement du territoire qui s'imposent à La Poste (loi du 2 juillet 1990).

Parallèlement, La Poste bénéficie en 2010 d'un abattement de 70% sur la valeur ajoutée servant de base au calcul de la CVAE (article 1635 septies du Code Général des Impôts). L'impact de cette réforme sur le montant de l'abattement dont bénéficie La Poste est de 11 M€ sur le premier semestre 2010.

## NOTE 11 RESULTAT FINANCIER

### 11.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Charges d'intérêts sur opérations de financement	(98)	(118)	(232)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette (*)	8	106	85
Produits de la trésorerie	4	14	18
<b>Total</b>	<b>(86)</b>	<b>2</b>	<b>(128)</b>

(\*) y compris couverture de juste valeur sur emprunts

L'évaluation de la juste valeur de la dette obligataire au 30 juin 2010 tient compte de la variation du coût du risque de crédit sur le premier semestre 2010. Cette variation a pour effet mécanique d'augmenter la juste valeur de la dette obligataire, et génère un effet négatif sur le résultat financier au 30 juin 2010 de 2,6 millions d'euros.

L'augmentation du coût du risque de crédit en 2009 avait généré un effet positif sur le résultat financier de 133 millions d'euros au 30 juin 2009 et de 96 millions d'euros au 31 décembre 2009.

### 11.2 Autres éléments financiers

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
<b>Charges d'actualisation</b>	<b>(31)</b>	<b>(39)</b>	<b>(75)</b>
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(1)</b>	<b>4</b>	<b>(7)</b>
dont:			
Gains nets de change	(3)	4	(1)
Dotations et reprises de provisions	2	(1)	(4)
Autres produits et charges financiers	1	1	(2)
<b>Total</b>	<b>(32)</b>	<b>(35)</b>	<b>(82)</b>

## NOTE 12 IMPOT SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
<b>(Charge) d'impôt courant</b>	<b>(178)</b>	<b>(137)</b>	<b>(207)</b>
<b>(Charge) / produit d'impôt différé</b>	<b>(8)</b>	<b>16</b>	<b>33</b>
<b>(Charge) / produit total d'impôt</b>	<b>(186)</b>	<b>(121)</b>	<b>(175)</b>

La charge d'impôt est calculée sur la base du taux effectif annuel d'impôt estimé, appliqué au résultat comptable de la période retraité des éléments soumis à un taux d'impôt réduit.

## NOTES SUR LE BILAN

### NOTE 13 ÉCARTS D'ACQUISITION

#### 13.1 Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

(en millions d'euros)	Secteur	Valeur nette au 30/06/10	Valeur nette au 31/12/09
GeoPost Central Europe	Express	426	425
Exapaq	Express	334	334
GeoPost Espagne	Express	277	277
GeoPost UK	Express	133	122
Extelia	Courrier	62	62
Groupe Tocqueville	Activité bancaire	27	25
Mediapost	Courrier	30	31
Orsid	Courrier	22	22
DPD Laser Finance	Express	16	14
Sefas	Courrier	10	10
Brokers	Courrier	12	9
La Banque Postale Asset Management	Activité bancaire	8	8
BTB Mailflight	Courrier	6	6
Pickup Services	Express	5	5
Chronopost International	Express	4	4
Autres sociétés		7	8
<b>Total</b>		<b>1 381</b>	<b>1 362</b>

La hausse de l'écart d'acquisition sur GeoPost UK est liée à l'appréciation de la livre sterling contre l'euro entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010.

#### 13.2 Pertes de valeur

Le groupe La Poste réalise des tests de perte de valeur à chaque clôture sur ses goodwill les plus exposés à un risque de dépréciation. Ces tests ont été réalisés selon la procédure décrite en note 15.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2009.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à constater de dépréciation complémentaire sur les goodwill du Groupe au 30 juin 2010. Les taux d'actualisation utilisés sont sans évolution significative par rapport au 31 décembre 2009.

Par ailleurs, les analyses de sensibilité à une variation du taux d'actualisation ou de croissance à l'infini réalisées au 30 juin 2010 ne font pas apparaître de résultats sensiblement différents de ceux obtenus au 31 décembre 2009.



## NOTE 14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeur brute (en millions d'euros)	Logiciels, brevets et concessions	Immobilisations incorporelles en cours	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>Solde au 31/12/2009</b>	<b>838</b>	<b>255</b>	<b>425</b>	<b>1 518</b>
Acquisition	27	41	42	<b>110</b>
Cession	(2)	(0)	(0)	<b>(2)</b>
Variation de périmètre	1	0	2	<b>3</b>
Transfert	155	(187)	31	<b>(0)</b>
Ecart de conversion	1	0	0	<b>1</b>
<b>Solde au 30/06/2010</b>	<b>1 020</b>	<b>110</b>	<b>499</b>	<b>1 629</b>

Amortissements et pertes de valeur (en millions d'euros)	Logiciels, brevets et concessions	Immobilisations incorporelles en cours	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>Solde au 31/12/2009</b>	<b>(681)</b>	<b>0</b>	<b>(215)</b>	<b>(895)</b>
Amortissement de la période	(47)	0	(32)	<b>(79)</b>
Reprises sur cessions	1	0	0	<b>1</b>
Variation de périmètre	(1)	0	1	<b>0</b>
Transfert	(1)	0	0	<b>(1)</b>
Ecart de conversion	(1)	0	(0)	<b>(1)</b>
<b>Solde au 30/06/2010</b>	<b>(729)</b>	<b>0</b>	<b>(246)</b>	<b>(975)</b>

Valeur nette (en millions d'euros)	Logiciels, brevets et concessions	Immobilisations incorporelles en cours	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>au 31/12/2009</b>	<b>157</b>	<b>255</b>	<b>210</b>	<b>622</b>
<b>au 30/06/2010</b>	<b>291</b>	<b>110</b>	<b>253</b>	<b>654</b>

La ligne transfert correspond au reclassement des immobilisations en cours à l'intérieur du poste des immobilisations incorporelles.

## NOTE 15 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur brute (en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres immobilisations corporelles	Actifs en cours de construction	Total
<b>Solde au 31/12/2009</b>	<b>4 481</b>	<b>2 171</b>	<b>890</b>	<b>2 411</b>	<b>429</b>	<b>10 381</b>
Acquisition	2	32	5	61	131	231
Cession	(19)	(44)	(11)	(38)	(1)	(114)
Variation de périmètre	(1)	1	(0)	(1)	0	(1)
Transfert	16	58	36	51	(172)	(11)
Ecart de conversion	10	4	3	5	0	22
<b>Solde au 30/06/2010</b>	<b>4 489</b>	<b>2 223</b>	<b>922</b>	<b>2 488</b>	<b>387</b>	<b>10 509</b>

Amortissements et pertes de valeur (en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres immobilisations corporelles	Actifs en cours de construction	Total
<b>Solde au 31/12/2009</b>	<b>(660)</b>	<b>(1 257)</b>	<b>(442)</b>	<b>(1 719)</b>	<b>(1)</b>	<b>(4 078)</b>
Amortissement de la période	(86)	(104)	(44)	(116)	(3)	(353)
Reprise de perte de valeur	5	0	0	0	0	5
Reprises sur cessions	4	39	2	40	0	84
Variation de périmètre	1	(0)	0	1	(0)	2
Transfert	5	2	(0)	(0)	0	6
Ecart de conversion	(2)	(3)	(1)	(4)	0	(10)
<b>Solde au 30/06/2010</b>	<b>(733)</b>	<b>(1 324)</b>	<b>(486)</b>	<b>(1 798)</b>	<b>(4)</b>	<b>(4 344)</b>

Valeur nette (en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres immobilisations corporelles	Actifs en cours de construction	Total
<b>au 31/12/2009</b>	<b>3 821</b>	<b>914</b>	<b>447</b>	<b>692</b>	<b>429</b>	<b>6 303</b>
<b>au 30/06/2010</b>	<b>3 757</b>	<b>899</b>	<b>436</b>	<b>690</b>	<b>383</b>	<b>6 165</b>
<b><i>Dont location financement</i></b>						
<b><i>au 31/12/2009</i></b>	<b>65</b>	<b>9</b>	<b>20</b>	<b>3</b>		<b>97</b>
<b><i>au 30/06/2010</i></b>	<b>63</b>	<b>13</b>	<b>20</b>	<b>4</b>		<b>100</b>

La ligne transfert correspond, d'une part, au reclassement des immobilisations en cours à l'intérieur du poste des immobilisations corporelles, et d'autre part au reclassement d'immeubles en « actifs destinés à être cédés ».

Les acquisitions de l'exercice sont principalement liées à la poursuite du programme Cap Qualité Courrier.

## NOTE 16 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	CNP Assurances	Autres	Total
<b>Solde au 31/12/2009</b>	<b>1 857</b>	<b>105</b>	<b>1 962</b>
Part du groupe dans les résultats de l'exercice	101	(1)	100
Distribution de dividendes	(88)	(4)	(91)
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers et titres AFS	(34)	1	(32)
Pertes de valeur			
Variation de périmètre	(0)	(1)	(1)
Augmentation de capital	0	0	0
Autres	1	0	1
Ecart de conversion	19	6	25
<b>Solde au 30/06/2010</b>	<b>1 857</b>	<b>107</b>	<b>1 964</b>

## NOTE 17 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2010		31/12/2009	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets	0	148	0	163
Instruments financiers dérivés	95	324	97	206
Titres de créances négociables	700			
Autres actifs financiers nets	29	86	65	79
<b>Total autres actifs financiers</b>	<b>825</b>	<b>557</b>	<b>163</b>	<b>448</b>
Stocks d'autres approvisionnements	98		98	
Autres stocks nets	68		68	
<b>Total stocks nets</b>	<b>167</b>		<b>166</b>	
Créances clients nettes	1 549		1 535	
Créances sur opérations du courrier international	405		401	
Autres créances	476		342	
<b>Total créances clients et autres créances</b>	<b>2 429</b>		<b>2 278</b>	
VMP - Equivalents de trésorerie	517		937	
Caisse et disponibilités (*)	332		185	
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>849</b>		<b>1 122</b>	
<b>Encaisse des bureaux de poste</b>	<b>529</b>		<b>762</b>	
<b>Total</b>	<b>4 269</b>	<b>557</b>	<b>3 729</b>	<b>448</b>

(\*) Reclassement de l'encaisse des bureaux de poste sur une ligne spécifique

### Titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés détenus à 100% sont des sociétés mises en sommeil ou en cours de liquidation ou présentant des postes de bilan et de compte de résultat non significatifs.

### Titres de créances négociables

Il s'agit de titres acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie, dont l'échéance à l'origine est supérieure à 3 mois. Les autres titres de créances négociables, dont l'échéance à l'origine est inférieure à 3 mois, sont classés dans le poste de trésorerie sur la ligne VMP et équivalents de trésorerie.

### Autres actifs financiers nets

Ce poste comprend notamment des dépôts de garantie versés dans le cadre des instruments financiers contractés pour la gestion de la dette obligataire, ainsi que des prêts sociaux à des organismes de construction avec des échéances à très long terme.

### Instruments financiers dérivés

La ligne Instruments financiers dérivés correspond à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Ils comprennent notamment les swaps de couverture de juste valeur sur emprunt pour 42 millions d'euros.

## NOTE 18 ACTIFS FINANCIERS DE L'ACTIVITE BANCAIRE

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Prêts et créances sur la clientèle à vue	312	268
Prêts et créances sur la clientèle à terme	34 949	32 689
<i>dont crédits à l'habitat</i>	34 020	31 999
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle	94	108
<b>Total Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>35 355</b>	<b>33 065</b>
Comptes et prêts sur établissements de crédits à vue	242	160
Comptes et prêts sur établissements de crédits à terme	72 268	72 234
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit	761	1 560
<b>Total créances sur les établissements de crédit</b>	<b>73 270</b>	<b>73 953</b>
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	35 400	34 627
<i>dont effets publics et assimilés</i>	33 166	32 161
Actifs financiers disponibles à la vente	10 595	11 089
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 135	6 849
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	12 366	6 197
<i>dont instruments dérivés</i>	754	636
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	59	95
<b>Total portefeuille de titres de l'activité bancaire</b>	<b>59 190</b>	<b>52 660</b>
<b>Autres actifs financiers courants de l'activité bancaire</b>	<b>908</b>	<b>2 020</b>
<b>Comptes de régularisation Actif</b>	<b>2 605</b>	<b>2 947</b>
Banques centrales	3 680	3 437
Caisse et autres	132	263
<b>Total autres actifs financiers courants de l'activité bancaire</b>	<b>3 812</b>	<b>3 700</b>
<b>Total</b>	<b>175 140</b>	<b>168 344</b>

## NOTE 19 ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES

Les actifs destinés à être cédés au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009 sont des immeubles sous compromis de vente.

## NOTE 20 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

### 20.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance

Au 30 juin 2010, les provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Risque Epargne Logement	Provision technique d'assurance	Total Risques spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
<b>Provisions non courantes</b>			
<b>Provisions courantes</b>	<b>221</b>	<b>383</b>	<b>604</b>
<b>Solde au 31/12/2009</b>	<b>221</b>	<b>383</b>	<b>604</b>
Dotation de la période		42	42
Reprise pour utilisation	(21)	(5)	(26)
Reprise de provisions devenues sans objet			
Autres mouvements		1	1
<b>Provisions non courantes</b>			
<b>Provisions courantes</b>	<b>200</b>	<b>422</b>	<b>622</b>
<b>Solde au 30/06/2010</b>	<b>200</b>	<b>422</b>	<b>622</b>

### 20.2 Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	Total autres provisions pour risques et charges
<b>Provisions non courantes</b>	<b>17</b>	<b>32</b>	<b>41</b>	<b>90</b>
<b>Provisions courantes</b>	<b>47</b>	<b>68</b>	<b>139</b>	<b>254</b>
<b>Solde au 31/12/2009</b>	<b>64</b>	<b>100</b>	<b>181</b>	<b>344</b>
Dotation de la période	14	4	24	42
Reprise pour utilisation	(12)	(2)	(12)	(26)
Reprise de provisions devenues sans objet	(12)	(2)	(11)	(26)
Actualisation	0	2	1	4
Autres mouvements	(1)	(1)	1	(1)
<b>Provisions non courantes</b>	<b>15</b>	<b>38</b>	<b>36</b>	<b>89</b>
<b>Provisions courantes</b>	<b>39</b>	<b>63</b>	<b>147</b>	<b>248</b>
<b>Solde au 30/06/2010</b>	<b>54</b>	<b>101</b>	<b>183</b>	<b>337</b>

## NOTE 21 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIERES

Au 30 juin 2010, les emprunts obligataires et autres dettes financières se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2010		31/12/2009	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
<b>Dettes financières au coût amorti</b>	<b>606</b>	<b>3 073</b>	<b>518</b>	<b>3 075</b>
- Emprunts obligataires	0	2 966	0	2 966
- Location financement	9	66	11	66
- Bons La Poste	80		83	
- Billets de trésorerie	150		150	
- Concours bancaires courants	32		31	
- Dépôts et cautionnements reçus	327	28	230	28
- Autres emprunts au coût amorti	9	13	13	15
<b>Emprunts en juste valeur sur option</b>	<b>692</b>	<b>2 186</b>	<b>44</b>	<b>2 719</b>
- Emprunts obligataires	649	2 166	0	2 668
- Instruments financiers dérivés passifs	43	21	44	51
<b>Emprunts en couverture de juste valeur</b>		<b>533</b>		<b>508</b>
- Emprunts obligataires	0	533		508
<b>Intérêts courus non échus sur emprunts</b>	<b>180</b>		<b>158</b>	
<b>Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme (non courant)</b>		<b>5 793</b>		<b>6 302</b>
<b>Emprunts obligataires et dettes financières à court terme (courant)</b>	<b>1 478</b>		<b>720</b>	
	<b><u>7 271</u></b>		<b><u>7 022</u></b>	

Il n'y pas eu d'émission de dette obligataire au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

La variation des dettes financières au bilan (+249 M€) provient essentiellement :

- de l'augmentation pour 97 M€ des dépôts de garantie reçus au titre des instruments dérivés inscrits à l'actif du bilan dans les Autres actifs financiers (cf note n°17),
- des variations de juste valeur des emprunts et des instruments dérivés associés (+141 M€)

Ces deux évolutions n'ont pas d'incidence sur la dette nette, à l'exception de la variation nette de juste valeurs (hors intérêts courus non échus) de l'ensemble des instruments financiers valorisés en juste valeur (les emprunts valorisés en juste valeur sur option et les instruments dérivés) qui présente un produit net de 8 M€ (cf. note n°11 sur le résultat financier).

La dette obligataire, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante sur le premier semestre 2010:

(en millions d'euros)	31/12/2009	Augmentation	Diminution	Autres variations	30/06/2010
<b>Emprunts au coût amorti</b>	<b>2 966</b>			1	<b>2 966</b>
<b>Emprunts en juste valeur sur option</b>	<b>2 668</b>			147	<b>2 815</b>
<b>Emprunt en couverture de juste valeur</b>	<b>508</b>			25	<b>533</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 142</b>			<b>173</b>	<b>6 315</b>

Les variations correspondent essentiellement :

- à la variation de juste valeur des emprunts évalués à la juste valeur par résultat. Ces emprunts sont adossés dès l'origine à des swaps de variabilisation. En application de l'option juste valeur prévue par IAS 39, ils sont désignés à l'origine à la juste valeur par résultat. L'évaluation de la juste valeur de ces emprunts au 30 juin 2010 tient compte de l'évolution du coût du risque de crédit sur le premier semestre 2010. Cette évolution a eu pour effet mécanique d'augmenter la juste valeur de la dette obligataire au 30 juin 2010 de 2,6 M€ par rapport au 31 décembre 2009.
- à la variation de juste valeur des emprunts couverts. Cf note ci-après.

Un emprunt d'une valeur nominale de 500 millions d'euros fait depuis février 2009 l'objet d'une couverture de juste valeur. L'effet de cette couverture sur le compte de résultat est le suivant :

(en millions d'euros)	30/06/10	30/06/09	31/12/09
Réévaluation en résultat des emprunts couverts	(35)	(4)	(10)
Réévaluation en résultat des couvertures sur emprunts	34	4	9
<b>Impact net en résultat</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>

L'échéancier des emprunts obligataires et des billets de trésorerie se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Échéance < 1an		Échéance de 1 à 5 ans		Échéance > 5 ans		Total	
	30/06/10	31/12/09	30/06/10	31/12/09	30/06/10	31/12/09	30/06/10	31/12/09
Emprunts obligataires au coût amorti			798	798	2 168	2 168	2 966	2 966
Emprunts en juste valeur sur option	649		203	838	1 963	1 830	2 815	2 668
Emprunts couverts					533	508	533	508
Billets de trésorerie	150	150					150	150
<b>TOTAL</b>	<b>799</b>	<b>150</b>	<b>1 001</b>	<b>1 636</b>	<b>4 665</b>	<b>4 506</b>	<b>6 465</b>	<b>6 292</b>



## NOTE 22 DETTE NETTE DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

### 22.1 Situation de la dette nette

(en millions d'euros)	Note Annexe	30/06/2010	31/12/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	17	849	1 122
Dérivés actif associés à la dette	17	419	302
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine	17	700	0
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	17	9	54
Créance financière nette envers La Banque Postale		118	28
<b>Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)</b>		<b>2 094</b>	<b>1 505</b>
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	21	5 793	6 302
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	21	1 478	720
<b>Dettes brute (2)</b>		<b>7 271</b>	<b>7 022</b>
<b>Dettes nette (2)-(1)</b>		<b>5 177</b>	<b>5 517</b>
<b>Diminution de la dette nette au 30 juin 2010</b>		<b>(340)</b>	

## 22.2 Evolution de la dette nette

en millions d'euros

	Renvois	30/6/10	30/6/09	31/12/09
<b>Excédent Brut d'exploitation</b>	TFT (1)	<b>635</b>	<b>565</b>	<b>1 074</b>
Réintégration dans la CAF des mouvements de provisions sur actifs circulants et des créances irrécouvrables	TFT	(7)	(10)	(29)
Produits et charges financières divers	TFT	(3)	3	(4)
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>625</b>	<b>559</b>	<b>1 041</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	TFT	(275)	(189)	152
Variation de l'encaisse des bureaux de poste	TFT	234	226	71
Impôts payés	TFT	57	12	5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	TFT	1	2	7
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>		<b>642</b>	<b>609</b>	<b>1 277</b>
Achat d'actifs incorporels et corporels	TFT	(364)	(562)	(1 060)
Achat d'actifs financiers	(2)	(19)	(25)	(23)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelle	TFT	31	37	201
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	TFT	7	0	11
Incidences des variations de périmètre	TFT	(33)	(42)	(66)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>(378)</b>	<b>(592)</b>	<b>(937)</b>
Dividendes reçus de La Banque Postale		264	96	96
Dividendes versés à l'Etat		(105)	(106)	(106)
Charge nette d'intérêts financiers	note 11	(94)	(104)	(214)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés associés	note 11	8	106	85
Autres éléments		0	7	(15)
<b>Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement</b>		<b>73</b>	<b>(0)</b>	<b>(154)</b>
Incidence des filiales destinées à être cédées		(0)	(0)	(0)
Incidence des variations des cours des devises		4	0	(0)
<b>Variation de la dette nette</b>		<b>340</b>	<b>17</b>	<b>186</b>
Dette nette à l'ouverture		(5 517)	(5 703)	(5 703)
Dette nette à la clôture		(5 177)	(5 686)	(5 517)

(1) Les notes "TFT" renvoient à la colonne "Commercial et industriel" du TFT des états financiers consolidés.

(2) La ligne "Achats d'actifs financiers" est obtenue à partir de la ligne du TFT présentant le même intitulé après retranchement des acquisitions de TCN à plus de 3 mois (700 M€)

## NOTE 23 AVANTAGES DU PERSONNEL

### 23.1 Variation des provisions

(en millions d'euros)	31/12/2009		Variations de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Autres variations	30/06/2010	
	Courant	Non courant						Courant	Non courant
- Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	21	435		12	(13)		0	21	435
- Indemnité de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	2	99	(0)	8	(2)		0	2	105
- Régime de retraite du personnel des filiales étrangères	0	29		2	(5)		2	0	28
- Dispositifs d'aménagement de fin de carrière - post-emploi	0	175		5	(6)			0	174
<b>Total avantages postérieurs à l'emploi</b>	<b>24</b>	<b>738</b>	<b>(0)</b>	<b>27</b>	<b>(26)</b>		<b>2</b>	<b>24</b>	<b>743</b>
- Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	295	503		119	(90)		(0)	303	524
- Indemnités de licenciement	38	19						38	19
<b>Total dispositifs d'aménagement de fin de carrière et assimilés</b>	<b>333</b>	<b>522</b>		<b>119</b>	<b>(90)</b>		<b>(0)</b>	<b>341</b>	<b>543</b>
- Congés longue maladie / longue durée	66	46				(0)	(0)	66	46
- Compte Epargne temps	71	119		4	(2)			72	119
- Autres avantages à long terme	2	27	0	5	(0)		0	3	32
<b>Total autres avantages à long terme</b>	<b>139</b>	<b>192</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>(2)</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>141</b>	<b>197</b>
<b>Total avantages du personnel</b>	<b>495</b>	<b>1 452</b>	<b>(0)</b>	<b>156</b>	<b>(118)</b>	<b>(0)</b>	<b>2</b>	<b>505</b>	<b>1 482</b>

Les avantages au personnel du groupe La Poste au 30 juin 2010 sont identiques à ceux existant au 31 décembre 2009. Une description de ces avantages figure en note 31.2 des états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2009.

### 23.2 Analyse des avantages postérieurs à l'emploi

- Evolution des engagements

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
<b>Engagement en début de période</b>	<b>764</b>	<b>966</b>
Coût des services rendus	13	26
Effet d'actualisation	18	44
Réduction / liquidation de régimes	-	(201)
Modifications de régimes	-	-
Prestations payées	(16)	(41)
Perte (gain) actuariel	-	(37)
Ecart de conversion	13	7
<b>Engagement en fin de période</b>	<b>791</b>	<b>764</b>

Aucune modification de régime n'est intervenue sur le premier semestre 2010.

Les régimes d'aide ménagère à domicile et de chèques vacances, dont bénéficient les fonctionnaires retraités de La Poste, avaient fait l'objet en 2009 de modifications conduisant à une baisse des engagements relatifs à

ces régimes. Au total, ces modifications avaient eu un effet positif sur le résultat avant impôt de l'exercice 2009 de 189 millions d'euros.

- **Evolution des actifs de couverture**

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
<b>Actifs de couverture en début de période</b>	<b>99</b>	<b>75</b>
Rendement attendu des actifs	3	6
Contribution de l'employeur	4	6
Contribution des salariés	-	1
Prestations payées	-	(4)
Ecart actuariels	-	11
Ecart de conversion	10	5
<b>Actifs de couverture en fin de période</b>	<b>116</b>	<b>99</b>

Les actifs de couverture concernent uniquement l'engagement de retraite de GeoPost UK.

- **Rapprochement de l'engagement net avec la provision reconnue au bilan**

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Engagement	791	764
Actifs de couverture	(116)	(99)
<b>Engagement net</b>	<b>675</b>	<b>665</b>
Gains (pertes) actuariels non comptabilisés	92	96
Coût des services passés non comptabilisés	-	1
<b>Provision au bilan</b>	<b>767</b>	<b>762</b>
dont provision non courante	743	738
dont provision courante	24	24

- **Analyse de la charge reconnue dans le compte de résultat au titre des avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Coût des services rendus	13	24
Coût de désactualisation	18	44
Rendement attendu des actifs	(3)	(6)
Amortissement des pertes (gains) actuariels	(4)	(8)
Amortissement du coût des services passés	-	1
Réductions / liquidations de régime	-	(201)
<b>Charge (produit) de la période</b>	<b>23</b>	<b>(144)</b>

## NOTE 24 PASSIFS FINANCIERS DE L'ACTIVITE BANCAIRE

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Dettes envers les établissements de crédit à vue	402	473
Dettes envers les établissements de crédit à terme	11 086	5 146
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	9 752	3 963
Dettes représentées par un titre	5 930	4 782
<i>dont certificats de dépôt</i>	4 974	3 807
<b>Total dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>17 418</b>	<b>10 401</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	101 267	102 582
<i>dont Livret A</i>	54 579	55 583
<i>dont PEL et CEL</i>	25 318	24 800
<i>dont LEP</i>	10 602	11 360
Dettes envers la clientèle à vue	45 894	43 742
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	45 208	43 279
Dettes envers la clientèle à terme	3 376	3 484
<b>Total opérations avec la clientèle</b>	<b>150 537</b>	<b>149 808</b>
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	478	388
Autres	730	691
<b>Total autres passifs financiers</b>	<b>1 208</b>	<b>1 079</b>
<b>Comptes de régularisation Passif</b>	<b>3 152</b>	<b>4 036</b>
<b>Total</b>	<b>172 315</b>	<b>165 325</b>

## NOTE 25 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (*)	1 002	1 078
Dettes fiscales et sociales (*)	1 637	1 626
Dettes fournisseurs d'immobilisations	126	227
Dettes sur opérations du courrier international	436	446
Avances et acomptes clients	195	181
Autres dettes d'exploitation (*)	136	346
<b>Total</b>	<b>3 532</b>	<b>3 904</b>

(\*) L'analyse des dettes d'exploitation a conduit à reclasser au 31 décembre 2009 un montant de 195 M€ des « autres dettes d'exploitation » vers les dettes fournisseurs (117 M€) et les dettes fiscales et sociales (78 M€)

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### NOTE 26 IMPACT DES INSTRUMENTS FINANCIERS SUR LE RESULTAT ET LES CAPITAUX PROPRES

#### Activités non bancaires

Les impacts sur le résultat des instruments financiers du Groupe hors activité bancaire sont détaillés en note 11.

#### Activité bancaire

Le tableau ci-dessous détaille les impacts sur le résultat et les capitaux propres des instruments financiers de l'activité bancaire.

(en millions d'euros)	Produits (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur			Différences de change	Dépréciation	Décompta- bilisation et dividendes	Gain (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres	Juste valeur recyclée en résultat				
Prêts, créances et dettes	726					(37)		689
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	729							729
Actifs disponibles à la vente	126		(43)			8	88	179
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		(5)						(5)
<b>TOTAL</b>	<b>1 581</b>	<b>(5)</b>	<b>(43)</b>			<b>(29)</b>	<b>88</b>	<b>1 592</b>
	(1)	(2)	(3)			(4)	(5)	

- (1) Correspond au net des « Intérêts et produits assimilés » et des « Intérêts et charges assimilées » figurant dans le PNB (cf. note 7)  
 (2) Correspond à la ligne du PNB « Gains ou pertes sur opérations nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat »  
 (3) Correspond au montant constaté en « autres éléments du résultat global » de la période  
 (4) Correspond au coût du risque (cf. note 10)  
 (5) Correspond à la ligne du PNB « Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente »

### NOTE 27 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2009 (voir note 39 des états financiers au 31 décembre 2009).

### NOTE 28 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative dans les engagements hors bilan et passifs éventuels du Groupe n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2009.